



Programme
« Approvisionnement et distribution alimentaires des villes »



Collection «Aliments dans les villes»

**L'approvisionnement
et la distribution alimentaires
des villes de l'Afrique francophone.
Bibliographie raisonnée**

Maurizio Aragrande et Stefano Farolfi
DT/06-97F



DT/06-97F - 1997



Les appellations employées dans ce document et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les opinions contenues dans ce document restent sous la seule responsabilité de leur(s) auteur(s) et ne sauraient engager les personnes citées. Elles ne reflètent pas nécessairement, non plus, le point de vue officiel des institutions citées ou de leurs pays membres.

Tous droits réservés. Aucune partie de ce document ne peut être reproduite, mise en mémoire dans un système de recherche bibliographique ni transmise sous quelque forme ou par quelque procédé que ce soit: électronique, mécanique, par photocopie ou autres, sans autorisation préalable. Adresser une demande motivée, en indiquant les passages ou illustrations en cause, au

Rédacteur en chef
Revue et Collection «Aliments dans les villes»
Service de la commercialisation et des financements ruraux (AGSM)
FAO
Viale delle Terme di Caracalla
00100 Rome, Italie
Télécopies: (+39 6) 5705 6850 - 5705 4961
Adresse électronique: sadaseries@fao.org

www.fao.org/ag/sada.htm

Résumé

Le développement du Programme de la FAO «Approvisionnement et distribution alimentaires des villes» a été l'occasion d'une discussion approfondie sur la sécurité alimentaire urbaine. Ce problème, du point de vue de l'approvisionnement et de la distribution alimentaires, entraîne des phénomènes importants qui affectent les villes des pays en développement et en transition économique (PDT). La quantité et l'assortiment des aliments demandés changent en raison de la croissance urbaine et de l'évolution des styles de vie.

L'expansion urbaine, face à l'insuffisance des structures et infrastructures de commercialisation, se traduit par l'augmentation des coûts à la consommation, qui a des effets d'autant plus graves que l'on assiste au désengagement de l'Etat (politiques d'ajustement structurel, libéralisation, réduction des dépenses alimentaires, décentralisation administrative) et à des situations économiques critiques (inflation, dévaluation, chômage). Le fonctionnement des SADA relève de la coordination de plusieurs actions qui se développent de la production à la consommation, nombre de facteurs conditionnant chaque phase; et la compréhension des mécanismes à l'oeuvre relève de domaines disciplinaires différents. Il en résulte que l'approche à l'étude des SADA des villes n'est pas facile pour un public non spécialisé sur le sujet.

Pour faciliter cette approche et pour pousser la réflexion ultérieure, la documentation disponible sur la commercialisation des produits alimentaires et autres sujets connexes a été examinée à partir de 1985, c'est-à-dire à partir du moment où des modifications importantes du point de vue économique ont eu lieu dans nombre de pays en développement. La recherche bibliographique a permis de recenser un grand nombre d'ouvrages et d'articles. En outre, il a été constaté que la recherche s'est consacrée rarement aux problèmes des villes en ce qui concerne leur approvisionnement et leur distribution. Les résultats sont donc fragmentaires par rapport à la problématique de référence, qui vise à établir la relation entre l'efficacité des SADA et la croissance urbaine, dans un contexte d'incertitude, voire de transition économique.

Les données de la recherche bibliographique ont été ramenées à un cadre logique qui permet

en même temps de comprendre aisément la complexité de la problématique à travers ses traits fondamentaux, et de pousser plus avant la réflexion individuelle. Selon ce cadre, on peut distinguer:

- des éléments extérieurs aux SADA, tels que les données de l'environnement socio-économique et institutionnel (politiques macro-économiques et sectorielles, cadre juridique et réglementaire, tendances urbanistiques et démographiques);
- des éléments essentiels, incluant la demande alimentaire urbaine, l'offre et la disponibilité d'aliments et les éléments (physiques, économiques, sociaux, de relation) des circuits d'approvisionnement et de distribution.

En dehors de ce cadre, un dossier spécial est dédié aux aspects méthodologiques de l'analyse des SADA.

Sur cette base, un parcours de lecture a été dessiné qui permet de soulever des aspects importants de la problématique, de saisir les relations marquantes des aspects, et de restituer l'effort de structuration de la problématique développé au sein du Programme «Approvisionnement et distribution alimentaires des villes». Les aspects importants retenus sont les suivants:

- les relations entre sécurité alimentaire urbaine et politiques macro-économiques;
- la croissance urbaine;
- la dynamique de la consommation alimentaire urbaine;
- l'approvisionnement et la distribution alimentaires des villes;
- le rôle du droit dans les SADA;
- le débat sur les méthodologies d'approche aux SADA.

La sécurité alimentaire des villes est un problème fondamental pour les sociétés africaines. La mise en place des politiques d'ajustement structurel (PAS) et les mesures prises ont influencé tout particulièrement la recherche pendant les dix dernières années et permettent de comprendre leurs effets sur la sécurité alimentaire. En réalité, ces politiques ont imposé une perspective nouvelle par rapport aux approches étatiques et de planification du problème alimentaire. Selon la nouvelle approche, les problèmes de sécurité alimentaire pourraient être réglés presque automatiquement à l'intérieur d'un

cadre de croissance économique et de politique de rigueur, notamment au niveau de la balance commerciale, de la balance des paiements et du budget de l'Etat. Des points de vue critiques ont été avancés à ce sujet, en se basant sur des concepts d'ordre général aussi bien que sur des résultats empiriques. Une dimension spéciale de cette recherche concerne la dimension urbaine des politiques économiques affectant, directement ou bien indirectement, la sécurité alimentaire.

La croissance urbaine est un phénomène très répandu en Afrique. L'industrialisation, la concentration des activités économiques et la crise économique font des villes des pôles d'attraction démographiques. L'urbanisation dans les PDT, en Afrique notamment, se produit selon des tendances particulières qui portent à l'éclatement du tissu urbain, avec des incohérences profondes entre fonctions et accroissement urbain. Il est important de noter que l'aspect urbanistique garde un rôle important du point de vue méthodologique pour la compréhension des problèmes des SADA. La ville est ainsi l'échelle à laquelle on peut ramener les phénomènes et les contradictions les plus frappants concernant le fonctionnement des SADA.

Selon le schéma logique adopté, la croissance urbaine et les nouvelles politiques économiques se reflètent directement sur la dynamique de la consommation alimentaire urbaine, au sein de laquelle se trouve le consommateur urbain. Nombre de recherches, dédiées à cet aspect, adoptent des approches innovatrices. Les concepts de modèle alimentaire, de comportement d'achat, les modes de préparation et les modalités de consommation, où les aspects sociologiques et économiques de l'alimentation sont observés, sont au coeur de ces recherches.

L'analyse des systèmes d'approvisionnement et de distribution alimentaires anime un travail de recherche très important, spécialement centré sur la problématique. Les stratégies d'amélioration de la sécurité alimentaire ont été longtemps orientées sur le problème de la production. La concentration de la demande alimentaire au niveau urbain a mis en évidence les problèmes de la commercialisation: il ne s'agit pas maintenant simplement de produire mais de savoir pour qui produire. C'est la dimension

urbaine de l'approvisionnement qui fait spécialement appel à l'efficacité des SADA. La documentation s'attache spécialement à décrire et à diagnostiquer afin de comprendre l'articulation de la commercialisation et les points de force et de faiblesse des systèmes, en adoptant souvent des approches non strictement économiques, en accord avec la nécessité de comprendre de manière globale les différents aspects de la problématique. Parmi les sujets faisant partie de cette section, des arguments ventilés en trois volets ont été adoptés, soit:

- les aspects de relation: comportements des acteurs, stratégies commerciales, aspects sociaux de la commercialisation, secteur informel, etc.;
- les aspects structurels, liés aux structures et infrastructures de commercialisation, spécialement au niveau urbain;
- les aspects normatifs, qui ont trait à la réglementation des marchés, à la gestion et planification urbaine et aux institutions.

Dans le premier volet, une place importante est consacrée aux recherches sur: les stratégies des acteurs, le rôle des femmes dans la commercialisation, l'agriculture urbaine et périurbaine, l'alimentation de rue et le secteur informel. Dans le deuxième, les relations entre la ville et l'espace environnant sont examinées, y compris les conflits sur l'utilisation de l'espace et leurs conséquences sur les possibilités d'approvisionnement ou d'implantation des structures de commercialisation. Les problèmes des marchés de gros, des transports et de l'efficacité de marchés occupent aussi une place importante. Sous l'aspect normatif, nombre de sujets importants y ont été inclus: les problèmes du vide juridique qui accompagne les situations de transition et de réforme économique profonde, la décentralisation administrative, les problèmes des collectivités locales et la planification urbaine.

Les aspects méthodologiques de la recherche sont traités à partir de la définition des SADA, ce qui apparaît comme un travail préalable à tous les besoins de connaissance et d'analyse. La complexité des SADA et la multiplicité des points de vue ont donné lieu à des essais d'innovation méthodologique dans le but d'intégrer les différentes disciplines dans l'analyse. L'interdisciplinarité et la vision systémique des SADA sont les concepts clés de cette innova-

tion, qui nécessite cependant une réflexion ultérieure.

Le texte de cet ouvrage peut être importé gratuitement au site Web:

www.fao.org/ag/sada.htm

Présentation des auteurs

Maurizio Aragrande est Professeur associé d'économie agricole à l'Université de Bologne (Italie), depuis 1992. A partir de 1995, il collabore au Programme de la FAO «Approvisionnement et distribution alimentaires des villes». Il est également Coordinateur scientifique du Centre d'Information «Aliments dans les villes» (CIAV), créé par l'Université de Bologne dans le cadre du même Programme de la FAO.

M. Aragrande a effectué un certain nombre de mission en Afrique pour étudier les aspects méthodologiques de la recherche sur l'approvisionnement et la distribution alimentaires des villes. En outre, il a réalisé d'autres ouvrages d'intérêt général et spécifique sur ce thème, notamment:

- Aragrande, M. et Argenti O., 1998. *L'étude des SADA des villes dans les pays en développement. Guide méthodologique et opérationnel*, Collection «Aliments dans les villes», n° 4/98;
- Aragrande, M., 1997. *Approches disciplinaires à l'analyse des SADA*, Collection «Aliments dans les villes», n° 5-A/98, FAO.

Stefano Farolfi est chercheur agro-économiste à l'École supérieure d'agronomie de Montpellier (ENSAM). Il a été Expert associé au sein du Groupe de la commercialisation des produits agricoles, Service de la commercialisation et des financements ruraux (AGSM) de la FAO, où il était assistant à la coordination du Programme «Approvisionnement et distribution alimentaires des villes». Il a effectué quelques missions en Afrique francophone dans le cadre de ce Programme.

Remerciements

Cet ouvrage est le résultat d'une collaboration entre la FAO et l'Université de Bologne (Italie) réalisée dans le cadre du programme de la FAO d'échanges académiques et du programme de la FAO «Aliments dans les villes». La réalisation de cet ouvrage a été possible grâce aussi au projet GCP/RAF/309/FRA «Approvisionnement et distribution alimentaires des villes de l'Afrique francophone» financé par le Ministère français des Relations étrangères

Les auteurs remercient M. Olivio Argenti, Coordonnateur de ce Programme de la FAO, pour la collaboration qu'il a bien voulu leur accorder tout au long du chemin parcouru, ainsi que pour avoir lancé l'idée originale de ce document.

Les auteurs remercient aussi M. Massimo Brusaporci qui a collaboré au recueil des données bibliographiques.

Table des matières

Résumé	ii
Présentation des auteurs	iii
Remerciements	iv
Liste des figures	vi
Liste des sigles et des abréviations	vi
INTRODUCTION	1
Chapitre 1: LA RECHERCHE BIBLIOGRAPHIQUE	3
Chapitre 2: UNE CLE DE LECTURE	3
Chapitre 3: LES POLITIQUES ECONOMIQUES ET LA SECURITE ALIMENTAIRE	4
Chapitre 4: LA CROISSANCE URBAINE	8
Chapitre 5: LA DYNAMIQUE DE LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE DES HABITANTS DES VILLES	11
Chapitre 6: LES SYSTEMES D'APPROVISIONNEMENT ET DE DISTRIBUTION ALIMENTAIRES DES VILLES	13
6.1 Les aspects de relation	14
6.1.1 Les stratégies d'acteurs	15
6.1.2 Le rôle des femmes	16
6.1.3 Les effets sur la production	16
6.1.4 L'alimentation de rue	17
6.1.5 Le secteur informel	18
6.2 Les aspects structurels et infrastructurels	20
6.2.1 La relation de la ville avec l'espace environnant	20
6.2.2 Les structures des marchés	22
6.2.3 Le transport	23
6.3 Les aspects normatifs	25
6.3.1 Les mesures d'accompagnement	25
6.3.2 La répartition des fonctions	26
6.3.3 Les Collectivités locales	27
6.3.4 La planification urbaine	27
Chapitre 7: LES METHODOLOGIES D'ANALYSE DES SADA	29
7.1 La définition d'un SADA	29
7.2 Le débat sur les méthodologies	30
7.3 L'interdisciplinarité	30
Chapitre 8: CONCLUSIONS	31
Liste des notes	34
Bibliographie	35

Liste des figures

1:	Schéma logique de la recherche bibliographique	2
2:	Complexité des relations dans les SADA	3

Sigles et des abréviations

ADA	Approvisionnement et distribution alimentaires
BDB	Base de données bibliographiques
FMI	Fonds monétaire international
FCFA	Franc de la Communauté financière africaine
PAS	Politique d'ajustement structurel
PDT	Pays en développement et en transition
PME	Petites et moyennes entreprises
SADA	Systèmes d'approvisionnement et de distribution alimentaires
TNM	Transport non motorisé

Introduction

Le développement du Programme FAO «Approvisionnement et distribution alimentaires des villes de l'Afrique francophone» a été l'occasion d'une discussion approfondie sur la sécurité alimentaire urbaine. Cette discussion a entraîné le travail de nombre d'experts, de chercheurs et d'administrateurs locaux qui ont contribué au développement de la problématique selon les indications de ce Programme.

Ce processus concerne la production scientifique des dix dernières années, à travers une recherche bibliographique sur la littérature spécialisée. Cette recherche bibliographique, dont on présente ici les résultats, s'est insérée dans la démarche de travail du Programme FAO comme un outil de réflexion et de structuration de la problématique.

La problématique de la sécurité alimentaire urbaine, du point de vue de l'approvisionnement et de la distribution alimentaires, fait référence à des phénomènes importants, qui affectent les pays en développement et en transition économique (PDT). Croissance urbaine et changements économiques entraînent des phénomènes d'adaptation pour la consommation, l'approvisionnement et la distribution des produits alimentaires. La quantité et l'assortiment des produits demandés changent en raison de l'explosion démographique, de l'évolution des styles de vie et des conditions économiques critiques. L'expansion du front d'urbanisation se manifeste en l'absence de services et des structures de commercialisation, et les anciennes implantations et infrastructures ne sont pas à même de répondre à cette dynamique. Cela se traduit par des effets négatifs sur l'accessibilité à la nourriture. En effet, la satisfaction des besoins alimentaires se déroule dans un cadre de désengagement de l'Etat (politique d'ajustement structurel, libéralisation, réduction de dépenses alimentaires, décentralisation administrative) et de crise économique (politiques d'ajustement structurel, inflation, dévaluation, chômage). Des réponses spontanées prennent la place de l'organisation étatique (par exemple à travers le secteur informel) mais cela n'assure pas l'efficacité du système. En conséquence, les villes sont devenues les lieux privilégiés des dynamiques sociales et économiques concernant la sécurité alimentaire. Il est vraisemblable

que le contexte urbain sera de plus en plus l'échelle où les problèmes alimentaires devront être abordés.

La recherche propose des ressources importantes à la compréhension de ce problème. Le fonctionnement des SADA relève de la coordination de plusieurs actions qui se développent de la production à la consommation. Nombre de facteurs conditionne chaque phase de ce parcours, de même que l'efficacité finale. La compréhension des mécanismes à l'oeuvre relève de domaines disciplinaires différents. Un premier survol de la littérature a permis de constater cette complexité, la fragmentation des données et la multiplicité des approches au problème. L'approfondissement de la problématique nécessite l'intégration des différents points de vue pour aboutir à une vision globale du problème. Cela pose un problème méthodologique très important. La mise au point d'outils méthodologiques adaptés est un point clé pour aboutir à une connaissance optimale des SADA et à des programmes de développement efficaces.

Cela dit, il relève que l'approche à l'étude des systèmes d'approvisionnement et de distribution alimentaires des villes n'est pas facile à comprendre pour un public non spécialisé. Un travail de diffusion et d'explication de la problématique est indispensable pour comprendre l'importance des problèmes qui se posent, pour pousser la réflexion ultérieure, et pour sensibiliser la recherche.

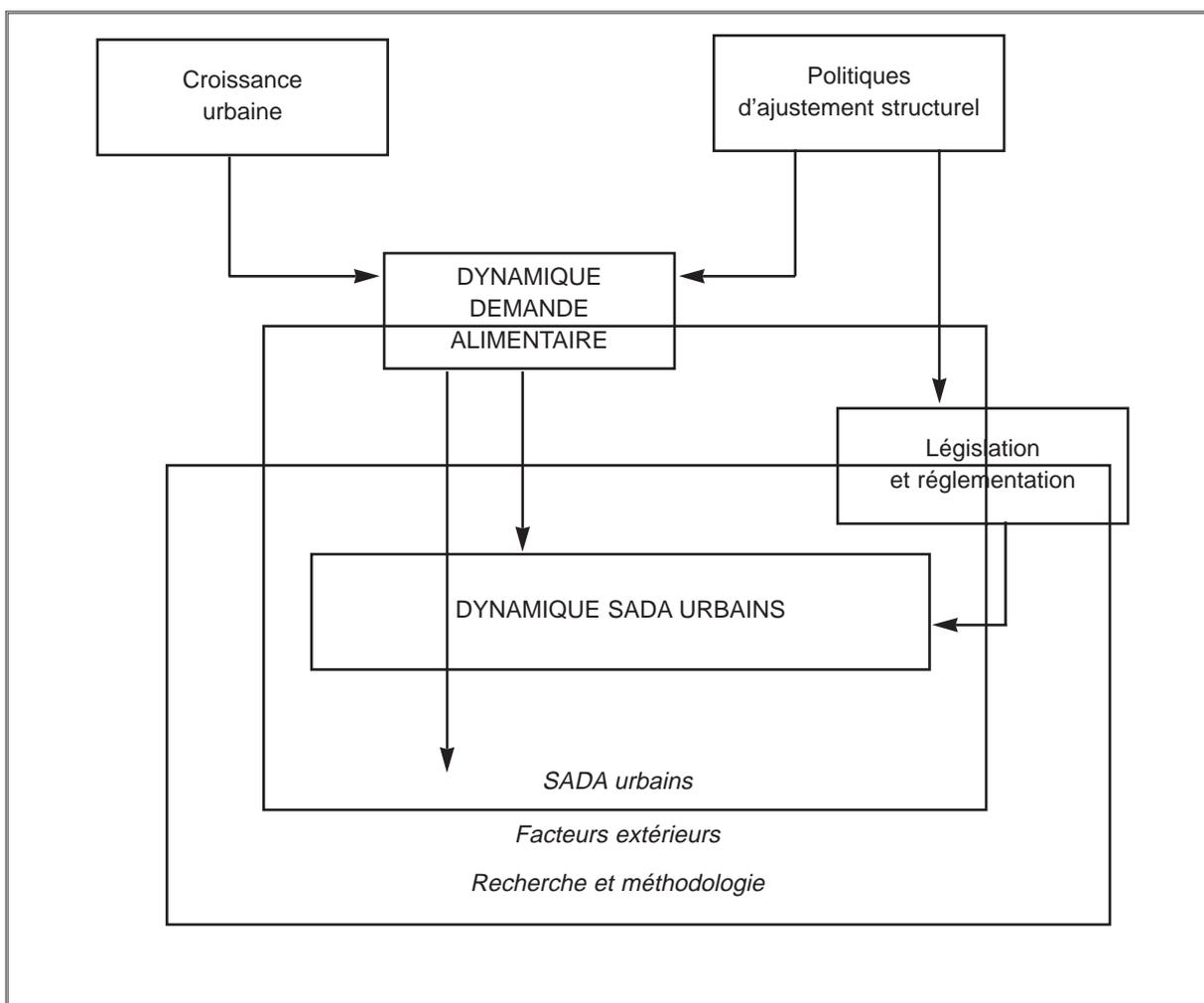
Le but de cet ouvrage est, en premier lieu, de faciliter l'acquisition des connaissances préalables nécessaires pour s'orienter dans la problématique. Dans ce but, on ne s'est pas limité à proposer une liste de sujets mais plutôt une articulation de la problématique selon un schéma critique qui permet une vision plus globale.

En deuxième lieu, les références bibliographiques citées permettent l'approfondissement individuel des différents aspects de la problématique, selon des démarches de recherche personnelles. Cela devrait permettre aux débutants dans ce domaine de recherche de faire le premier pas pour comprendre l'étendue et l'articulation de la problématique, de placer leur intérêt spécifique de connaissance à l'intérieur d'un cadre général et de repérer les indications bibliographiques fondamentales pour l'approfondir.

Dans les pages suivantes, après une description très synthétique des critères de structuration utilisés dans la recherche bibliographique, une aide à la lecture des nombreuses références bibliographiques disponibles est proposée en se basant sur les ouvrages rédigés à l'occasion du Séminaire qui a terminé la première partie du Programme FAO. Ces ouvrages sont des entrées privilégiées pour la compré-

hension de la problématique. Ils ont été rédigés pour synthétiser les connaissances existantes sur les différents aspects et, de ce fait, ils sont des chefs de file importants pour aborder la complexité scientifique de ce champ d'étude. Il faut remarquer qu'il ne s'agit pas de listes d'opinions mais de points de vue critiques visant à faire progresser la discussion dans un but opérationnel.

Figure n° 1: **Schéma logique de la recherche bibliographique**



1 La recherche bibliographique

La recherche bibliographique concerne les ouvrages parus depuis 1985 sur les différents aspects de la problématique.

Dans la classification des ouvrages, on a adopté une vision systémique de l'ADA, c'est-à-dire qu'on a tenu compte de l'approvisionnement et de la distribution alimentaires comme un système complexe, faisant partie d'un environnement plus vaste (l'économie générale et la société), à son tour articulé en nombre d'éléments, voire sous-systèmes élémentaires. De manière très schématique, on a distingué :

- les éléments qui agissent de l'extérieur sur les SADA, les facteurs exogènes, ainsi que les données de l'environnement socio-économique et institutionnel : à ce groupe appartiennent les politiques macroéconomiques et sectorielles (agro-alimentaires, commerciales, de planification territoriale et urbaine, etc.), le cadre juridique et réglementaire, ainsi que les tendances démographiques et d'urbanisation ;
- les éléments essentiels des SADA : dans ce deuxième groupe, on retrouve la demande alimentaire urbaine (le consommateur urbain étant le sujet privilégié et final de la sécurité alimentaire), l'offre et la disponibilité de produits alimentaires, les éléments (physiques, économiques, sociaux, de relation) des circuits d'approvisionnement et de distribution.

En dehors de ce cadre, on a dédié un dossier spécial aux aspects méthodologiques. Une bonne compréhension des SADA relève d'un cadre méthodologique adapté à la problématique. Pour cela, la méthodologie d'analyse doit être l'objet d'une réflexion approfondie. De plus, la consultation de nombre de travaux réalisés depuis dix ans sur les problèmes de l'ADA montre l'existence d'un débat très important dans ce domaine, qu'il semble opportun de proposer ci-après.

2 Une clé de lecture

Pour rédiger ce document, on s'est efforcé d'individualiser un parcours de lecture qui permettait à la fois :

- de soulever des aspects fondamentaux de la problématique ;
- de saisir des relations importantes pouvant exister parmi ces aspects ;
- de restituer, à l'intérieur du Programme, l'effort de structuration de la problématique ayant été développée.

Ce qui est proposé à la lecture est donc le résultat d'un découpage spécial parmi les nombreux ouvrages disponibles. L'attention s'est concentrée sur des grandes aires d'intérêt, en particulier :

1. les relations entre sécurité alimentaire urbaine et politiques macro-économiques ;
2. la croissance urbaine ;
3. la dynamique de la consommation alimentaire urbaine ;
4. l'approvisionnement et la distribution alimentaires des villes ;
5. le rôle du droit dans les SADA ;
6. le débat sur les méthodologies d'approche aux SADA.

Ces choix reflètent le souci de couvrir les aspects fondamentaux de la problématique pour en donner une vision globale. Le découpage proposé est visualisé synthétiquement à la figure n° 1.

La croissance urbaine et les Programmes d'ajustement structurel (PAS) (cadre intermédiaire) sont les facteurs agissant de l'extérieur sur les SADA des villes (cadre intérieur), et tout particulièrement sur le comportement du consommateur urbain.

La dynamique de la demande alimentaire se répercute sur l'approvisionnement et sur la distribution. Ces fonctions sont affectées par des phénomènes d'adaptation. Sur ces phénomènes agit le changement du cadre économique et institutionnel général. La législation des SADA se trouve à un niveau intermédiaire entre le terrain et le plan de développement de la société, en relation dialectique avec les comportements spontanés des acteurs face à la dynamique de l'environnement, comportements

qui ne sont pas nécessairement en ligne avec la réglementation en vigueur, surtout dans des situations de transition économique et institutionnelle.

Le cadre extérieur porte sur la dimension de la recherche et sur le problème méthodologique. Cet aspect est global et concerne la capacité de comprendre le système dans sa complexité. Si l'on descend à un niveau plus approfondi, le cadre intérieur s'articule ultérieurement.

On peut centrer l'attention sur le cadre dynamique des SADA des villes comme porte d'entrée vers un niveau plus approfondi. Dans la figure n° 2, le cercle intérieur indique les relations et les stratégies réciproques qui s'instaurent parmi les acteurs des SADA. Elles sont centrées sur le consommateur.

Les carrés gris indiquent les espaces d'action des acteurs, voire l'aspect structurel de l'approvisionnement et de la distribution alimentaires (marchés, logistique, aires de production urbaines et périurbaines, structures et modalités de transformation des produits). Les carrés gris sont reliés par le cadre extérieur qui montre les limites de l'étendue de la ville, le passage du rural à l'urbain, les relations de réglementation par rapport aux fonctions et aux espaces urbains (planification urbaine au sens large, gestion, réglementation et organisation des structures et infrastructures, rôle des collectivités locales). La liaison avec l'environnement, explicitée de manière simple dans la figure n° 1, acquiert une dimension plus subtile. Elle s'insère dans les relations stratégiques des acteurs poussés par le changement des règles du jeu et conditionne les comportements d'adaptation individuels et des groupes causés par les changements économiques et institutionnels (libéralisation, décentralisation des pouvoirs, etc.).

En s'inspirant de ce schéma, on aborde par la suite les différents sujets qui font partie de la problématique, selon le découpage proposé. Chaque fois, une brève présentation du sujet sera indispensable pour situer le lecteur dans la problématique, favoriser l'appréciation de son importance, esquisser les liens avec les autres sujets traités. Ce cadre est complété par l'ouverture sur les références bibliographiques pertinentes.

3 Les politiques économiques et la sécurité alimentaire

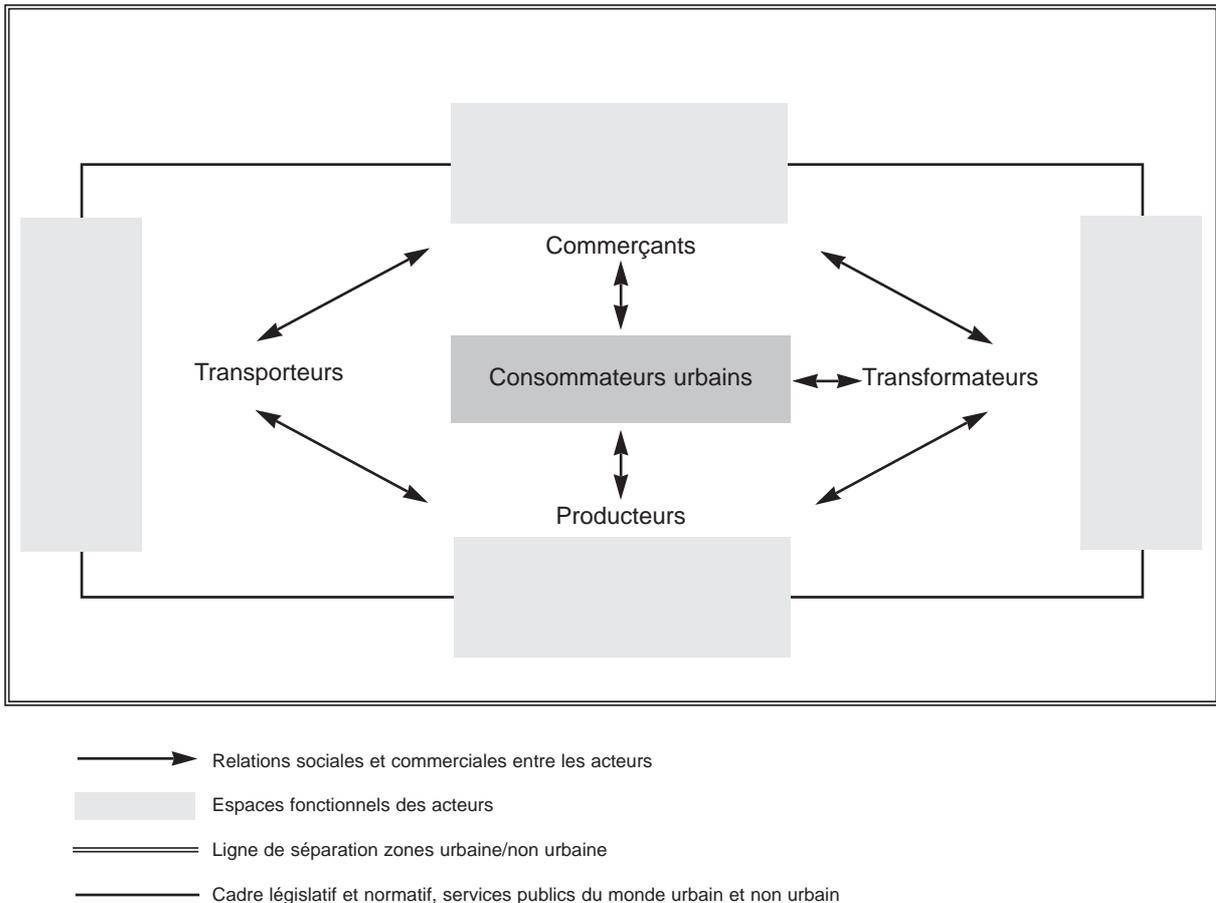
La sécurité alimentaire est un problème fondamental pour les sociétés africaines. Nombre d'ouvrages dans les dix dernières années ont paru sur ce sujet, en l'abordant de plusieurs points de vue. Cependant, certains événements au niveau macro (économique, politique) ont marqué en particulier la recherche sur la sécurité alimentaire pendant cette période. Il s'agit de la mise en place de Politiques d'ajustement structurel (PAS), mais aussi du processus de libéralisation économique, de privatisation des fonctions économiques et de dévaluation qui les ont accompagnées. Les problèmes qui relèvent de leur mise en place au niveau de la sécurité alimentaire ont une place spéciale dans la documentation récente.

Pour se situer dans cette vaste problématique, il est nécessaire de constater que le concept de sécurité alimentaire a changé au cours des trente dernières années. Des nombreuses définitions sur la sécurité alimentaire ont été proposées. Elles marquent une évolution de la pensée très intéressante et révèlent les différences des approches au problème. Selon cette évolution, les préoccupations de type quantitatif à la base de la sécurité alimentaire (la production, l'autosuffisance) ont graduellement cédé la place à une vision qualitative du problème. Padilla (1997) a esquissé les lignes de ce processus, en montrant les directions de changement de la réflexion à ce propos:

«Les différentes définitions mettent en évidence quatre type d'évolutions:

- *une préoccupation de niveau macro vers une préoccupation de niveau micro: de l'évaluation des stocks nationaux de denrées alimentaires, le concept a évolué vers le niveau familial à partir de la perception des mécanismes d'accès (Sen, 1980) aux ressources alimentaires mises en œuvre par les populations;*
- *une préoccupation d'un niveau suffisant de l'offre, vers une préoccupation de la satisfaction de la demande. Les conditions d'accès physiques et économiques sont-elles suffisantes? A ce stade, on passe d'une perception alimentaire simple vers la prise en compte du niveau de vie des familles;*

Figure n° 2: **Complexité des relations dans les SADA**



- les analyses relatives à la répartition de la consommation infra ménages ont mis en évidence la vulnérabilité de certaines populations (femmes, enfants, personnes âgées) et ont fait évoluer la recherche de la sécurité alimentaire au niveau du ménage vers la sécurité alimentaire au niveau individuel;
- une préoccupation de sécurité alimentaire de court terme (l'année) vers une sécurité alimentaire de long terme (en tout temps). Cette évolution est une conséquence de l'émergence du concept de durabilité lié au respect de l'environnement.

Au cours de ces dernières années, la plupart des définitions convergent vers un certain nombre de mots-clés: satisfaction, accès, risque, durabilité.» (Padilla, 1997).

Cette évolution relève de la prise de conscience de la complexité du problème. Elle s'accompagne aussi de l'évolution des outils d'intervention (politiques, stratégies) qui ont été élaborés

pour faire face à des situations de crise, conjoncturelles ou structurelles.

Les PAS attestent, dans les faits, un point de vue tout particulier sur la sécurité alimentaire qui se concrétise dans les stratégies de libéralisation économique, l'ouverture des marchés, le minimalisme d'Etat et la promotion du secteur privé. Il s'agit d'une perspective innovatrice par rapport aux principes longtemps affirmés par les approches étatiques et de planification. Celle-ci avait été conçue au début comme le moyen pour affranchir les populations de la dépendance extérieure en matière alimentaire, dans une situation de crise dans un horizon temporel limité. Cependant, la crise alimentaire est devenue structurelle. Quand, durant la moitié des années '80, les principes du libérisme économique ont été intégrés dans les plans de restructuration économique, l'approche planification a été remplacée par une vision macroéconomique du problème. Selon cette vision, les problèmes de sécurité alimentaire seraient réglés presque

automatiquement à l'intérieur d'un cadre de croissance économique et de politiques de rigueur concernant notamment la balance commerciale, la balance des paiements, le budget de l'Etat. Dans ce cadre, les actions étatiques visant à assurer la sécurité alimentaire, tant au niveau de la production que de la consommation, perdent de leur utilité (Padilla, 1997).

«La planification alimentaire fut conçue comme un outil nécessaire à la recherche de l'autosuffisance. Le principe moteur était que la nation devait approvisionner prioritairement la nation et que la dépendance alimentaire devait être réduite. Ces politiques d'autosuffisance ont constitué une réponse d'urgence à une crise conjoncturelle qui est devenue structurelle (...) Dans la première moitié des années quatre-vingt, les politiques libérales préconisées par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont été intégrées au sein des plans d'ajustement structurels. La question alimentaire, qui était une priorité, s'est progressivement diluée dans des réformes économiques dont l'objectif fondamental est la recherche des grands équilibres macro-économiques à travers la réduction des dépenses et la maximisation des recettes de l'Etat.

Selon cette conception, la sécurité alimentaire est traitée comme un problème global. La conviction des experts est que la croissance économique conjuguée au respect des grands équilibres (balance commerciale, balance des paiements, budget de l'Etat) génère à terme un certain bien-être. Dans ce schéma, des actions spécifiques pour l'amélioration de la sécurité alimentaire ne sont plus nécessaires (Chenery, Ahluwalia, 1977). Au nom de cette pensée orthodoxe, toutes les subventions aux producteurs et aux consommateurs qui, au total, pèsent lourd sur le budget de l'Etat et effacent toute vérité des prix, doivent être supprimées.» (Padilla, 1997).

Kydd et Spooner (1990a) présentent de manière schématique l'origine et le modèle conceptuel des PAS. Comme il a été dit précédemment, à partir du lancement des PAS, nombre d'auteurs se sont consacrés à la recherche des conséquences que ces politiques peuvent avoir sur la sécurité alimentaire, selon des perspectives différentes. C'est encore Padilla (1997) qui rappelle les difficultés implicites dans cette démarche de recherche. Celui-ci adopte un cadre conceptuel général pour cette analyse basé sur les

variables des périodes économiques et des acteurs (producteurs, commerçants et distributeurs, industriels) pour certains aspects de la sécurité alimentaire (en particulier, la disponibilité et le risque). Kydd et Spooner (1990a) examinent les liens existant entre l'ajustement structurel et la libéralisation de la commercialisation des produits agricoles, en esquissant les problèmes qui se posent au moment du passage du centralisme étatique au désengagement de l'Etat, quand on fait appel justement au rôle de l'acteur privé (Kydd et Spooner, 1990b). Shepherd et Seidler (1990), Thomson (1993) et Terpend (1993) s'interrogent sur le rôle du secteur privé dans cette phase de transition. En particulier, Kydd et Spooner (1990b) et Terpend (1993) ont fourni une revue synthétique de cas réels, sur la base d'expériences au niveau national. Ces études soulignent le fait que la réussite des PAS nécessite encore des actions d'accompagnement, dont la responsabilité relève de l'Etat, malgré son action de désengagement. Ces mesures affectent les domaines les plus différents: cadre réglementaire du commerce, formation, réforme institutionnelle de l'Etat, infrastructures, transport, crédits, etc. (Thomson, 1993).

Des points de vue critiques ont été exprimés par de nombreux auteurs sur l'efficacité des PAS face aux problèmes de la sécurité alimentaire. On trouve à ce propos des ouvrages de caractère général, aussi bien que d'études spéciales, centrés sur des variables de nature géopolitique (produits, nations, régions).

Parmi les ouvrages de caractère général, il faut citer l'essai de Courade et Peltre-Wurtz (1991) qui, après une réflexion sur la problématique de la sécurité alimentaire vis-à-vis de l'ajustement structurel, la libéralisation des marchés et le processus d'internationalisation des économies africaines, s'interrogent sur les contradictions implicites dans l'application des politiques néolibéralistes. La confrontation entre systèmes économiques africains et occidentaux, en créant de nouveaux marchés pour les pays économiquement développés, risquerait en fait de déstructurer l'appareil productif agricole local. Des réflexions de nature générale sur l'efficacité du modèle économique libéraliste et néoclassique sont abordées par d'autres auteurs. Par exemple, Streeten (1993) argumente contre le laissez-faire et le minimalisme d'Etat qui accompagne le modèle néoclassique, pour proposer des stratégies alternatives en dehors de cette

perspective; Valette (1994) analyse la cohérence logique et opérationnelle entre les buts de l'ajustement et les leviers typiques du marché, notamment le régime concurrentiel; Defalvard (1994) approche le sujet en posant les prémisses d'une micro-économie hétérodoxe du développement, dans laquelle le marché s'affirme plutôt comme le résultat d'une construction sociale. A l'intérieur de cette analyse, il faut souligner la réflexion sur le rôle que l'Etat a joué, et peut encore jouer, pour garantir la sécurité alimentaire dans un cadre de libéralisation. On citera à ce propos Khouri-Dagher (1987), Harre (1989), Najib et Nindi (1988), Nguyen et Nam (1987) et Defo (1989).

Les aspects théoriques et les résultats empiriques des PAS s'entremêlent dans des études de cas spécifiques. Ils portent en général sur des produits d'importance fondamentale dans l'alimentation locale, dans des aires géographiques spécifiques (régions, pays).

Les problèmes induits par les PAS et la conséquente libéralisation des filières céréalières ont été abordés: par Phelinas (1991), Bonnamour (1994), Coulter et Tyler (1993), Dioné, Staatz et Dembéle (1989) dans le cas du Mali; le problème du riz a été traité par Berg (1989) à Madagascar, Harre (1989) en Côte d'Ivoire, Oyep (1991) au Cameroun, Coulter et Golob (1992) en Tanzanie, Deme (1994) au Mali.

Pour l'ensemble des produits alimentaires, on peut citer le travail de Fontaine (1987) pour le Kenya et la Tanzanie; la récolte bibliographique sur la libéralisation au Maroc a été traitée par Houmy (1995).

Pour des revues des cas en Afrique subsaharienne, on peut se référer à Coulter et Compton (1992), Var des Laan et Van Haaren (1990) et à des publications de la FAO (Comité des produits: 1993; 1994. Voir aussi Kydd et Spooner, 1990, op.cit.)

Le problème de l'ouverture des marchés nationaux dans le processus de restructuration des économies africaines touche à un aspect typique de la sécurité alimentaire, celui de l'autosuffisance alimentaire. Ce sujet porte sur l'efficacité de la gestion des prix intérieurs et sur la capacité de réaction des agriculteurs nationaux aux prix. Implicite dans nombre d'articles (certains déjà cités ailleurs à propos d'autres aspects) qui touchent aux effets de la restructura-

tion économique et aux stratégies qu'elle implique, le problème est abordé par: Contamin (1987), en particulier en ce qui concerne l'effet prix sur l'offre nationale; Courade (1988) et Courade et Wurtz (1991, op.cit.) pour l'effet désstructurant de la baisse des prix après l'ouverture des marchés nationaux; Delgado (1989) à propos de la constitution d'un Espace régional protégé pour les céréales (ERPC) en zone sahélienne; et encore Harre (1989, op.cit.), Phelinas (1991), Roch (1988), Truchetto, Imbs et Kayen (1989). L'autosuffisance en relation aux phénomènes d'urbanisation a été abordée par Vennetier (1988) et Verez (1986).

Une dimension spéciale de la recherche des années récentes ayant trait aux effets des politiques de restructuration économique porte sur la dimension urbaine des politiques économiques, en particulier sur l'approvisionnement et la distribution alimentaires en milieu urbain, autrement dit l'analyse des liens entre les grands projets politiques et économiques des sociétés nationales et la problématique de l'approvisionnement et de la distribution alimentaires des villes. Cette perspective d'analyse a donné lieu à des ouvrages très intéressants, bien qu'en nombre limité, dans lesquels on retrouve le travail récent de Padilla (1997, op.cit.) qui porte, dans une vision globale, sur les perspectives à long terme de la sécurité alimentaire des villes. L'auteur souligne le fait que la solution du problème spécifique de la sécurité alimentaire urbaine s'inscrit en fait dans le projet global de la société, qui demande à son tour des choix fondamentaux:

«Développer les systèmes d'approvisionnement et de distribution alimentaires des villes suppose la résolution de dilemmes fondamentaux auxquels l'Etat doit faire face. En effet, aucune stratégie ne peut être mise en place sans un objectif de société clair ou des objectifs cohérents. Ces dilemmes portent essentiellement sur quatre points: la sécurité alimentaire et l'équité ou la réduction drastique des dépenses de l'Etat; le contrôle du secteur privé ou la libéralisation totale; la stabilisation des marchés ou la liberté des prix; l'efficacité commerciale et de distribution immédiate ou le développement du marché sur le long terme.» (Padilla, 1997).

Outre cette documentation, on ne peut indiquer que très peu d'exemples d'articles traitant de ce découpage du problème. Une vision globale à l'intérieur de la ville, qui intègre les perspectives

politiques et économiques générales à la spécificité urbaine, est proposée par Guyer (1987). Dans son ouvrage, qui porte sur nombre de cas de villes africaines, Guyer aborde le sujet du point de vue historique: la référence aux problèmes actuels n'est pas possible, mais on trouve par ailleurs l'affirmation d'une méthodologie d'analyse qui serait très efficace pour ramener à la dimension urbaine le problème général et complexe de la sécurité alimentaire. Dans la même idée se pose Bryceson (1987, 1993) dont le point de vue global sur cet aspect fait le bilan des perspectives micro-économiques. A ce sujet, nombreux sont les travaux dédiés à la recherche des phénomènes d'adaptation engendrés par les grands changements économiques. Ces travaux sont plutôt axés sur les stratégies d'adaptation au niveau de la consommation et du commerce.

En synthèse, un point de vue général sur l'ensemble des ouvrages cités dans ce volet nous amène à constater la pénurie de documentation traitant les problèmes dans une perspective urbaine spécifique, c'est-à-dire là où la problématique générale de la sécurité alimentaire s'imbrique dans une vision urbaine globale de l'approvisionnement et la distribution alimentaires.

4 La croissance urbaine

La croissance urbaine est un phénomène très répandu en Afrique. L'industrialisation, la concentration des activités économiques et la crise économique font des villes des pôles d'attraction démographiques. Ces phénomènes de localisation donnent lieu à l'urbanisation qui se manifeste en Afrique selon des modalités particulières. De nombreux chercheurs, spécialement géographes et urbanistes, ont montré la spécificité du processus d'urbanisation qui affecte les villes africaines (Prezioso, 1997).

Dans les pays économiquement développés, la croissance urbaine, le changement des fonctions et des structures urbaines ont lieu de manière assez cohérente. Par contre, en Afrique, il est fréquent de constater une sorte d'éclatement du tissu urbain, qui indique des incohérences profondes entre fonctions et accroissement urbain (au niveau territorial et démographique tout particulièrement).

Il faut souligner que l'aspect urbanistique est une clé de lecture fondamentale de la croissance urbaine qui garde aussi un rôle important du point de vue méthodologique, étant à même d'intégrer des perspectives disciplinaires différentes. Sa référence opérationnelle est située dans la planification urbaine, qui vise la gestion, voire l'optimisation, des différentes fonctions de la ville.

La croissance urbaine est aussi un phénomène généralisé. Une perspective sous-régionale concernant l'Afrique subsaharienne a été abordée par Snrech (1997) qui s'est consacré à l'étude de l'aspect démographique de la croissance urbaine. Snrech cherche à replacer le phénomène dans le flux des événements économiques contemporains. Selon lui, la croissance urbaine a été rapide pendant les années 60 et 70, en relation avec des tendances économiques favorables pour les pays africains. Au cours de ces années, l'accès des produits locaux aux marchés internationaux était particulièrement favorable, ce qui entraînait une poussée de l'économie locale. En même temps, la capacité d'investissement des Etats était amplifiée par la disponibilité internationale de capitaux à emprunter.

Il est important toutefois de noter que, malgré l'affaiblissement de la croissance urbaine, le taux d'urbanisation a continué de progresser. Après les grandes villes, qui ont subi dans un premier temps cette évolution, ce sont maintenant les petites villes et les villes secondaires qui indiquent les tendances de croissance les plus importantes.

En conséquence, bien que non exhaustif, un point de vue quantitatif sur le phénomène s'impose pour aboutir à une idée du poids et de l'étendue des lignes d'évolution. A ce propos, il faut remarquer une différence substantielle entre les causes qui ont poussé le processus à son début et celles qui permettraient sa continuité en perspective:

«Dans tous les cas, on observe un ralentissement de l'urbanisation: les taux de croissance de la population urbaine s'établissent en effet respectivement à 3,7 et 4,3 pour cent par an pour le scénario bas et élevé, contre près de 7 pour cent par an sur la période 1960-1990. En fait, les taux de croissance se rapprochent progressivement du taux de croissance naturel, au fur et à mesure de la réduction du réservoir de migrants ruraux.»

Les villes africaines sont donc appelées à connaître une croissance importante, mais différente de la période précédente. Alors qu'au cours des trente dernières années, les villes ont grandi avant tout par l'apport de migrants (qui ont représenté les deux tiers de la croissance urbaine totale), la croissance va devenir plus endogène: l'immigration ne comptera plus que pour un tiers environ de l'accroissement urbain. En 2020, la majorité des urbains sera née en ville.» (Snrech, 1997).

Les prospections futures montrent que la proportion d'urbains pourrait passer, en l'an 2020, à 53-63 pour cent de la population totale en région subsaharienne, selon les hypothèses adoptées sur les taux et les modalités de la croissance économique. La dimension urbaine va donc s'affirmer de plus en plus. Une fois acceptés ce constat et ses perspectives, il faut s'interroger sur la spécificité de la dimension urbaine des problèmes qui traditionnellement affectent l'Afrique, en particulier en ce qui concerne la sécurité alimentaire.

Une autre perspective interdisciplinaire nous aide à comprendre la globalité du fait alimentai-

re mais, auparavant, il est indispensable d'expliquer la dimension sociale des changements qui affectent la vie en ville.

Antoine (1997) met en relation le domaine des politiques de restructuration économique (politiques de rigueur) aux mécanismes de régulation sociale qui traditionnellement permettent aux sociétés africaines de se perpétuer.

Le point de départ demeure celui du constat de la capacité d'attraction de la ville sur les populations rurales. La concentration des activités économiques en villes et l'espoir d'une amélioration des conditions économiques individuelles et familiales sont à la base de ce pouvoir d'attraction. Face au désengagement de l'Etat des affaires sociales à plusieurs niveaux (éducation, soutiens alimentaires, etc.), des comportements nouveaux vont apparaître. La remise d'argent par les émigrants aux lieux d'origine en est un exemple. Mais des mécanismes de solidarité sont adoptés également par les résidents habituels, qui sont frappés eux aussi par la crise économique. La détérioration des revenus a un double effet sur les populations urbaines: d'un côté, elle met en crise des comportements enracinés dans la culture d'origine, et de l'autre, elle oblige à la recherche de relations nouvelles. Cela se traduit par un contexte social très dynamique et incertain, dont les résultats sont encore inconnus.

Le dynamisme est enfin la caractéristique saillante du milieu urbain, dynamisme qui se manifeste à travers la mobilisation des ressources humaines (d'organisation, d'initiative) à tous les niveaux:

«Les groupes sociaux et les institutions de toute nature ont, dans le contexte de la crise et de l'ajustement, des perceptions et des comportements nouveaux. La ville constitue un fantastique terreau pour une remise en cause et une réinterprétation de valeurs héritées et pour l'émergence de nouvelles valeurs. Une culture urbaine se forge peu à peu. La ville favorise des processus d'individualisation propices à une prise de conscience critique vis-à-vis de certaines formes de solidarité, et à l'émergence de nouveaux liens sociaux fondés sur l'adhésion individuelle.» (Antoine, 1997).

Ces ressources se traduisent par des stratégies de survie ou des comportements visant à l'atténuation des conséquences des changements

économiques (par exemple les PAS). Toujours selon Antoine (1997), on peut inscrire dans ce cadre d'adaptation la tendance à constituer des activités informelles, des occasions d'emploi et de source de revenus additionnels, même dans les limites de la précarité, de même que des stratégies de gestion du groupe familial (multi-résidence des familles, fragmentation du groupe familial et des fonctions) sur la base des liens avec la famille d'origine.

«Trois facteurs d'atténuation des conséquences de la crise peuvent être identifiés. Le secteur informel a peut-être moins souffert de la crise, mais on peut s'interroger sur les limites de ses capacités d'absorption et du devenir de ses débouchés quand l'ensemble des revenus urbains diminuent. L'espace de vie des urbains est large et les liens avec la zone d'origine sont toujours maintenus. La multirésidence des familles, la non résidence des épouses en ville, l'envoi des enfants dans les villes de l'intérieur, offrent certainement encore des possibilités d'adoucir les conséquences des diminutions des revenus et de maintenir la circulation de produits alimentaires entre membres de la famille. Les réseaux sociaux de solidarité ont certainement amoindri les effets des compressions d'emplois et de réduction des revenus.» (Antoine, 1997).

Si la survie aux conditions structurelles adverses nécessite une capacité d'adaptation au niveau individuel et du groupe d'appartenance, y renoncer doit aussi faire appel à une capacité stratégique de survie. La conséquence de la croissance urbaine, qui fait évidemment partie de ce cas, est la croissance de la demande alimentaire urbaine au niveau régional. Sur la base d'une considération quantitative de la demande alimentaire, De Nigris (1997) pose les conditions d'un raisonnement sur les stratégies possibles d'amélioration de l'offre. Un constat préalable concerne l'importance des produits importés dans la consommation locale, résultat d'une mauvaise combinaison d'aide alimentaire internationale, de gestion non appropriée des prix agricoles et de politique commerciale extérieure.

Selon cet auteur, cet ensemble de facteurs a fortement compromis la capacité de production des agricultures locales et les réponses possibles à cette situation affectent des domaines assez variés, y compris l'amélioration des cir-

cuits de distribution alimentaire. Il met l'accent sur les interventions possibles afin d'améliorer la sécurité alimentaire des populations urbaines d'ici l'an 2020 et se réfère aux recommandations émanant du dernier Sommet mondial pour l'alimentation, qui s'est tenu à la FAO en novembre 1996.

«Satisfaire la demande alimentaire urbaine dans les années qui viennent semble un défi considérable pour la région. Atteindre un taux de croissance de 5% pour la production vivrière paraît ambitieux, mais pas impossible. Le recours aux importations, spécialement de riz et de blé, pour alimenter les populations urbaines, a été facilité par l'aide alimentaire, par un prix intérieur non approprié et par une politique du taux d'échange qui a rendu les produits importés relativement concurrentiels par rapport aux aliments traditionnels, tels que le mil, le sorgho, les bananes plantain et les tubercules; tout ceci a en fait affecté négativement la croissance de la production alimentaire nationale.

En général, la pression exercée sur les consommateurs pour changer leurs habitudes alimentaires peut résulter d'actions diverses: i) limiter la consommation de produits non traditionnels à travers la taxation et la restriction des importations; ii) promouvoir l'exportation de produits agricoles pour financer les importations croissantes et iii) promouvoir l'utilisation de produits traditionnels (par exemple en améliorant la transformation du sorgho, du mil, de l'igname et du manioc) et l'industrie agroalimentaire.

Mettre l'accent sur la croissance de la production interne n'entraîne pas nécessairement l'autosuffisance des pays de la région. La croissance économique des secteurs non agricoles, qui servirait à améliorer le volume des importations, doit aussi être prise en considération.» (De Nigris, 1997).

Ces passages de la dimension micro à celle régionale, puis au niveau stratégique, bien que non exhaustives de la problématique, dessinent cependant la complexité des implications liées à la croissance urbaine. Sur ce thème, d'autres ouvrages sont disponibles. Une bibliographie sur la croissance urbaine dans les pays en développement a été réalisée par Schurch et Favre (1985). Les auteurs mettent l'accent sur les relations complexes existant entre le phénomène de l'urbanisation et les problèmes alimen-

taires. Des études de cas sont proposées par Delisle (1989), mais un développement plus détaillé du problème de l'urbanisation dans le monde en développement est traité par Polese et Wolfe (1995) qui abordent l'urbanisation des pays en développement sous plusieurs angles et selon plusieurs perspectives. De plus, des études de cas au Rwanda, Maroc, Mali, Côte d'Ivoire, Niger et dans d'autres pays sont proposées.

5 La dynamique de la consommation alimentaire des habitants des villes

Suivant notre schéma directeur, les effets des deux facteurs exogènes (croissance urbaine, PAS) se reflètent directement sur la demande alimentaire urbaine. Cependant, la perspective peut changer: on abandonne alors le niveau macroéconomique (au sens large) et régional pour aboutir à la perspective microéconomique. Cette perspective met au centre de l'enjeu le consommateur, en particulier le consommateur urbain, qui fait l'objet des pages suivantes. Le changement du point d'observation n'empêchera pas une vision globale, même au niveau micro.

Le consommateur urbain est le destinataire de fait du fonctionnement des SADA. Depuis quelques années, il est aussi au centre des préoccupations des programmes visant la sécurité alimentaire. Il est aussi souvent au coeur des recherches sur ce thème. En fait, donner au consommateur une place centrale dans la problématique de la sécurité alimentaire relève d'une perspective innovatrice, qui s'accompagne d'une globalisation de cette problématique. Des explications sont indispensables pour s'orienter.

L'origine et le développement de cette innovation méthodologique, son importance dans le contexte de la sécurité alimentaire en tant qu'objectif politique, sont soulignés par Dia (1997):

«Les politiques de sécurité alimentaire ont été longtemps orientées uniquement vers les populations rurales. Dans cette optique, le consommateur n'est pas considéré comme un acteur séparé du producteur car en fait le consommateur est supposé produire lui-même sa nourriture ou l'acquérir par troc. Dans tous les cas, la mise sur le marché de produits agricoles est considérée beaucoup plus comme une offre d'un surplus qu'une réponse raisonnée à une demande. (...) Le modèle de pensée dominant de l'époque qui ne retenait des producteurs que l'objectif d'autosuffisance traduisait plus une perception des planificateurs qu'une analyse objective de la réalité des stratégies de production et de mise sur le marché des produits agricoles par les producteurs.» (Dia, 1997).

L'approche dite de «développement administré» à la sécurité alimentaire était centrée sur la production et le milieu rural, et les problèmes de la consommation n'avaient donc pas été pris en charge. Nombre de situations et de coïncidences dans l'histoire économique récente des pays en développement ont donné lieu à un changement de perspective qui place le consommateur au premier plan. La croissance urbaine et la restructuration économique ont contribué à mettre en évidence des tendances qu'on pouvait déjà lire dans l'inefficacité de la gestion de l'Etat:

«Le développement du secteur informel et des marchés dits parallèles, les échecs répétés des différentes politiques de régulation, la fraude etc., ont mis en évidence la nécessité de prendre en compte les caractéristiques de la demande du consommateur comme facteur déterminant des comportements des différents acteurs de l'approvisionnement et de la distribution alimentaires et, par conséquent, de la dynamique de l'offre. (...) Cette connaissance est d'autant plus importante que le phénomène d'urbanisation et les perspectives d'évolution démographique, vont modifier de manière profonde l'évolution de la demande alimentaire aussi bien sur le plan qualitatif que quantitatif.

L'émergence du phénomène urbain comme problème majeur du siècle à venir, dans un contexte de libéralisation des échanges, renforce l'importance de la prise en compte du consommateur dans toute stratégie de développement des SADA. En Afrique francophone, cette évolution se déroule dans un cadre politique de démocratisation où le rôle de la société civile est de plus en plus reconnu.» (Dia, 1997).

L'analyse de la consommation et sa relation avec l'environnement commercial a conduit à l'approfondissement d'outils conceptuels importants pour la compréhension des comportements alimentaires des populations urbaines.

Le modèle alimentaire (qui porte sur l'assortiment du panier de consommation et qui garde des liens plus étroits avec l'aspect nutritionnel de la consommation) se complète ainsi avec le modèle ou comportement d'achat. Ce dernier fait le trait d'union entre le consommateur et le système de commercialisation des produits alimentaires proprement dits. Le cadre se complète avec la connaissance des modalités de préparation et de consommation. Cet aspect concerne à la fois les habitudes à l'intérieur des

ménages (au sens large) et les processus de transformation de produits hors maison. Dans un contexte de crise économique, l'alimentation de rue et les pratiques informelles sont des références immédiates pour cet aspect de la sécurité alimentaire.

En abordant le volet dans sa complexité, les variables économiques traditionnelles de la demande alimentaire (prix, revenu) s'insèrent dans un cadre interprétatif élargi aux aspects sociologiques et anthropologiques:

«La principale difficulté à laquelle on est confronté, pour la prise en compte du consommateur dans les analyses sur les SADA, est l'imprécision du concept qui renvoie à une diversité de réalités aussi bien objectives (catégories sociales et économiques) que subjectives (perception, préférences alimentaires, prise de conscience de ses droits ou non, etc.).

Pour surmonter cette difficulté, un cadre analytique global est nécessaire. Ce cadre doit considérer, d'une part, les facteurs structurels tels que les caractéristiques socio-démographiques des ménages, les activités et sources de revenus, les lieux de résidence, etc. et, d'autre part, des caractéristiques plus fonctionnelles qui ont trait aux règles d'organisation interne des ménages (modalités de prise des décisions d'achat concernant l'alimentation, savoir et savoir-faire culinaire, etc.), d'organisation de la consommation, à savoir le choix des types d'aliments et les périodes de consommation qui sont autant d'éléments qui influencent les choix et les modalités d'accès aux aliments.» (Dia, 1997).

L'importance de l'approfondissement des connaissances de la consommation ne relève pas d'un besoin académique et théorique. Si le consommateur est en fait le centre d'intérêt de la sécurité alimentaire, les interventions dans les SADA doivent s'inspirer de cette perspective et l'adopter comme indice d'efficacité:

«Dans la plupart des pays africains, la connaissance des styles alimentaires des populations urbaines défavorisées et de leurs conditions d'accès à l'alimentation reste insuffisante. Une telle connaissance est pourtant nécessaire pour orienter et évaluer l'effet de programmes d'actions par rapport à l'objectif d'amélioration de la sécurité alimentaire de ces populations. On connaît ainsi encore mal comment se traduisent des actions, telles que la réorganisation de

marchés de gros, la réglementation du commerce ou de la qualité, l'aménagement de lieux de vente, sur l'accès à l'alimentation de ces populations.» (Thuiller-Cerdan et Bricas, 1997).

Malgré l'insuffisance des données dans ce domaine, un nombre important d'ouvrages ont été produits sur les différents aspects de la consommation. Les travaux réalisés sur le sujet ont souvent des traits communs. En fait, l'aspect de la consommation est abordé parfois dans la perspective globale de la sécurité alimentaire: dans ce cas, il fait partie de l'analyse de l'approvisionnement et de la distribution (cet aspect est évident dans les études de cas, spécialement celles concernant les centres urbains), de la transformation ou des modalités d'acquisition (par exemple, en ce qui concerne l'alimentation de rue). D'autre part, des ouvrages sont souvent orientés sur l'intégration des aspects sociologique et anthropologique, bref culturels. Cela signifie qu'il s'agit donc d'une innovation importante.

Des aspects méthodologiques généraux concernant le cadre conceptuel pour l'analyse de la consommation alimentaire ont été abordés récemment par Dia (op.cit.) et Bricas (1997) au sein du Programme FAO.

Les tendances de l'évolution des styles alimentaires ont été abordées par différents auteurs: encore Bricas (1990, 1992); Thuillier-Cerdan et Bricas (1997) à travers l'exemple de Cotonou; Cheyns (1997) à Ouagadougou, et aussi Reardo, Thiombiano et Delgado (1989) en ce qui concerne les céréales non traditionnelles; Roch (1988) sur le rôle des importations dans la consommation alimentaire en Côte d'Ivoire; Rubey et Jaine (1992) sur les villes du Zimbabwe; Akindès (1995) sur l'impact de la dévaluation du FCFA sur la consommation alimentaire à Abidjan. Pour le Cameroun, il faut se référer à Varlet (1993) et au Centre français pour le commerce extérieur (CFCE) (1984), en ce qui concerne le lait en particulier. Le cas de Brazzaville a été traité par Massamba, Adoua-Oyila et Treche (1993) et par Souka (1990). Des aspects particuliers de la consommation, notamment ceux auxquels on a fait référence précédemment, sont à signaler. L'ouverture sur les aspects culturels et sociaux, ainsi que sur les stratégies du consommateur ont été traités par Savary, et Savadogo, Larivière et Martin (1995). Goetz (1992) a abordé le comportement commercial du consommateur, soit le comportement d'achat, au Burkina Faso.

6 Les systèmes d'approvisionnement et de distribution alimentaires des villes

L'amélioration du bien-être du consommateur relève de plusieurs facteurs, qui peuvent être influencés à travers des actions à différents niveaux:

- sur l'offre, en améliorant la production nationale ou les échanges extérieurs, donc la disponibilité d'aliments;
- sur le consommateur, à travers l'aide à la consommation (ou l'aide alimentaire);
- sur l'environnement économique général, en favorisant l'emploi, le revenu et le pouvoir d'achat, donc l'accessibilité à la nourriture;
- sur les circuits commerciaux, par l'amélioration de leur efficacité.

Les stratégies de développement pour atteindre la sécurité alimentaire ont été longtemps centrées sur les deux premiers aspects. Les deux derniers, en particulier l'amélioration des circuits commerciaux, ont acquis un poids stratégique spécial au niveau de la sécurité alimentaire urbaine face à des situations de fort dynamisme de la demande. La croissance de la demande alimentaire urbaine entraîne une concentration très forte d'activités et de marchandises vers les villes où la gestion de l'espace et des structures est déjà critique en raison de la croissance démographique. Le désengagement de l'Etat de ses fonctions sociales et, en tout premier lieu, de la sécurité alimentaire, remet dans les mains des privés l'organisation d'un appareil très complexe et fragmenté, les SADA, qui sortent alors de la logique d'une organisation dirigée sans avoir les moyens d'une organisation permettant une gestion privée. En même temps, la détérioration des conditions économiques fait augmenter la pression sociale: le chômage pousse une masse sociale consistante vers l'activité commerciale, à la recherche d'occupations et de sources additionnelles de revenu. Les activités informelles pullulent mais elles sont confrontées aux limites de la structure de distribution, dont la capacité d'adaptation est bien sûr moindre que celle des individus.

Par conséquent, le système entier est soumis à des tensions qui se manifestent dans le mauvais fonctionnement de l'ensemble. Face aux problèmes de gestion de cette machine, la priorité des objectifs doit être mise en discussion: il ne s'agit pas simplement de produire mais plu-

tôt pour qui produire. C'est la dimension urbaine de l'approvisionnement qui fait alors appel à l'efficacité de la distribution.

Or, l'effort de la recherche dans ce domaine est devenu plus important mais aussi plus difficile face, justement, aux événements et aux changements survenus ces dernières années. Quels sont les objectifs atteints et les problèmes à résoudre dans ce domaine?

Les objectifs sont du type diagnostique, c'est-à-dire qu'il s'agit de comprendre les points faibles des SADA pour y intervenir en conséquence. Les problèmes se heurtent à la complexité des facteurs qui président au fonctionnement des SADA: ils entraînent plusieurs acteurs, fonctions, structures et même plusieurs aspects de la réalité; ils réagissent très dynamiquement à des stimulations à leur tour très dynamiques; les relations entre les éléments agissent selon des modalités qui sont difficiles à saisir et à décrypter sur la base des modèles d'interprétation traditionnels (longtemps strictement économiques).

En observant les tendances de la recherche à cet égard, on peut constater un processus évolutif qui, à partir de positions sectorielles souvent rigides, glisse graduellement vers l'intégration de points de vue possibles, en accord avec une vague scientifique qui relève d'une exigence de globalisation de la problématique, qui est cependant encore loin d'être achevée.

Le problème consiste maintenant à décrire cette complexité à travers les références bibliographiques disponibles. Selon ce point de vue, la complexité des SADA a été réduite à trois niveaux:

- les relations fonctionnelles et stratégiques des acteurs (véhiculant des flux de biens et services), centrées sur le consommateur;
- les relations qui lient les espaces physiques des fonctions gérées par les acteurs;
- les relations normatives qui entraînent les deux premiers niveaux.

Pour aborder les sujets qui font partie de cette section, on adoptera ce cadre, en distinguant les différents aspects de la manière suivante:

- les aspects de relations, qui font plutôt référence aux comportements des acteurs (stratégies commerciales, aspects socialement déterminés, secteur informel);

- les aspects structurels, qui font référence aux structures et infrastructures de l'ADA, en particulier en milieu urbain (marchés, transports, agriculture urbaine et périurbaine);
- les aspects normatifs, qui font référence aux aspects de réglementation (réglementations des marchés, planification urbaine) et institutionnels.

Ce découpage complète la clé de lecture proposée au début de ce document (voir chapitre 2). Il a l'avantage de permettre le développement analytique d'arguments strictement liés et difficilement séparables.

En outre, il faut souligner qu'il met en évidence un aspect particulier de l'étude des SADA des villes, celui de la gestion au niveau urbain. Quelles raisons justifient ce choix? S'il est vrai que la perspective d'intervention dans la sécurité alimentaire se pose de plus en plus au niveau urbain, alors n'importe quelle intervention (que ce soit sous forme d'étude ou de développement) devra être confrontée à l'échelle territoriale et institutionnelle de la ville. La gestion du problème alimentaire à cette échelle pose des problèmes et des possibilités nouvelles. Les pouvoirs locaux ont des limites par rapport au cadre économique et institutionnel général, mais ils gardent un pouvoir de gestion qui peut contribuer de manière substantielle à l'efficacité de l'ensemble, à travers l'optimisation de leur organisation locale. ce qui nécessite une action de réglementation articulée. Cet aspect ajoute une spécificité ultérieure à la dimension urbaine de la problématique. La recherche engagée sur cet aspect doit intégrer évidemment l'acquisition de données empiriques sur les autres aspects, dont le besoin de connaissance est loin d'être complètement satisfait.

6.1 Les aspects de relation

Parmi les nombreuses définitions des SADA, quelques-unes portent sur les relations qui s'établissent parmi les acteurs et les fonctions qu'ils accomplissent. La recherche a longtemps négligé cette perspective dans l'analyse des circuits de commercialisation et l'importance de sa connaissance pour l'évaluation des points de force et de faiblesse des SADA, donc de leur efficacité. Cette caractéristique de la recherche relève d'une conception strictement technique et économique de la commercialisation. L'intégration du côté relationnel dans l'analyse débouche sur la réalité sociale des actions com-

merciales. Le changement de perspective ne relève pas d'une position académique mais de l'exigence de comprendre de manière plus efficace et détaillée le fonctionnement des SADA.

Le résultat de cette approche débouche sur les comportements réciproques des acteurs vis-à-vis des données de l'environnement. Ces comportements sont les stratégies que les acteurs adoptent pour optimiser leur situation dans un environnement dynamique. L'optimisation ne se limite pas à la maximisation du profit, mais concerne une pluralité de variables et de comportements qui ont un pouvoir de structuration très importante sur les SADA. En quoi consistent-ils? Comment s'insèrent-ils dans les SADA?

6.1.1

Les stratégies d'acteurs

On peut parler de stratégies d'acteurs pour n'importe quel acteur, qu'il soit consommateur, producteur ou commerçant. A l'intérieur des circuits de commercialisation, c'est ce dernier qui attire le plus l'attention. Pour simplifier, on peut affirmer que les buts des acteurs (articulés en grossistes, détaillants, intermédiaires, etc.) sont en général la maximisation ou le maintien d'un revenu, la continuité voire l'expansion de l'activité, l'accumulation financière (fonds de roulement, épargne). Pour atteindre ces buts, des stratégies sont mises en place, comme par exemple la limitation de la concurrence et du risque ou son déplacement vers les autres acteurs. Nombre de moyens sont compatibles avec ces stratégies: la gestion de l'apprentissage du métier, des informations sur le marché, le crédit, les pratiques de fidélisation de la clientèle et des fournisseurs (producteurs, transporteurs et consommateurs). Un cadre très complexe va se dessiner, qui fonctionne sur la base de relations sociales qui sont socialement différenciées (selon le réseau familial, la religion, l'ethnie, la corporation professionnelle, etc.).

Du point de vue de l'analyse, le problème est de comprendre ces mécanismes ainsi que leurs conséquences sur l'efficacité des SADA. Les stratégies des acteurs ne correspondent pas nécessairement à l'intérêt du consommateur, censé être le destinataire final des SADA. Les mécanismes de sécurisation poursuivis par les commerçants, individuellement ou en groupe, peuvent se traduire par l'acquisition d'un pouvoir de négociation majeur (tendant éventuellement vers des situations de mono/oligopole),

par l'instauration de barrières à l'entrée, par de forts manques de transparence, etc. Dans la mesure où ces situations se répercutent négativement sur le prix ou sur la disponibilité, l'accessibilité, etc. de l'alimentation, elles contrastent avec le but final qui est celui de la sécurité alimentaire. Certaines questions intéressent tout particulièrement la recherche dans ce domaine: d'une part, l'analyse des circuits de commercialisation et leur niveau d'efficacité face au changement économique, qui anime des idées de recherche très importantes; d'autre part, le nouveau rôle des institutions - de l'Etat en particulier - dans cet enjeu. Les ressorts sont variés. Cependant, on peut constater que le retrait de l'Etat n'entraîne pas nécessairement le chaos dans la distribution. Au contraire, il semble permettre une efficacité majeure.

Selon Moustier (1990):

«L'analyse du système de commercialisation révèle une organisation, à l'amont et à l'aval, adaptée à un contexte de forte incertitude, à un marché du crédit et à une information sur l'offre très imparfaits. Les réseaux commerciaux atomisés, où les relations personnalisées permettent une bonne circulation de l'information entre producteurs et vendeurs et des relations de crédit, sont plus efficaces qu'une organisation centralisée et anonyme. D'autre part, l'existence de points de vente en gros, souvent informels, permettent une confrontation des transactions, même si elle souffre de transparence. Les marges commerciales ne sont d'ailleurs pas spéculatives.» (Moustier, 1990).

Oyep (1997) décrit les stratégies commerciales des détaillants de vivres sur les marchés de Yaoundé après la dévaluation du FCFA et le cadre du désengagement de l'Etat:

«Les détaillants de vivres sur les marchés de Yaoundé assurent, de manière globalement satisfaisante, l'approvisionnement de cette métropole en denrées alimentaires de base.

Leurs stratégies ne consistent pas à s'octroyer des marges commerciales élevées mais plutôt à jouer sur la vitesse de rotation des stocks et à pratiquer une politique de diversification des produits vendus.

En termes d'approvisionnement des métropoles africaines, l'étude du cas des détaillants de Yaoundé est éclairante à plusieurs niveaux. Elle

montre d'abord la capacité du secteur privé à suppléer efficacement le secteur public dans l'approvisionnement alimentaire. Il apparaît clairement que, contrairement à une opinion largement admise en Afrique francophone jusqu'au milieu des années 70, les acteurs privés du commerce ne sont pas uniquement préoccupés par la maximisation de leur rémunération sans considération de l'environnement économique global au sein duquel ils exercent leur activité.»

En perspective, on peut esquisser un nouveau rôle à jouer pour l'Etat, selon des règles nouvelles. L'affirmation de l'initiative privée dans le secteur de la commercialisation n'entraîne pas la mise à l'écart de l'Etat. Des synergies doivent se dégager de l'action conjointe de tous les opérateurs. L'Etat devient ainsi un acteur parmi les autres, mais avec des objectifs particuliers visant à la création d'un milieu économique et administratif adapté à l'action des privés: mise à disposition de structures et infrastructures, création de services pour la commercialisation, assistance, etc. (Oyep, 1997):

«La forte implication des acteurs privés ne signifie pas la mise à l'écart des acteurs publics. Il convient plutôt de rechercher une synergie féconde entre ces deux groupes d'opérateurs. On réalise alors que les pouvoirs publics et les Autorités locales ont un rôle central de facilitateurs pour garantir l'approvisionnement efficace de Yaoundé en contribuant notamment à la mise à disposition des infrastructures de marchés, à l'entretien d'un réseau de routes de collecte conséquent, au renforcement du dispositif d'information sur les marchés. Il revient également aux pouvoirs publics la tâche d'encourager le regroupement des détaillants pour renforcer leur pouvoir de négociation face au réseau amont.» (Oyep, 1997).

Sur les circuits de commercialisation, on peut se référer aussi à Gbeboutin (1997) en ce qui concerne les commerçants de tomate de Cotonou. Traoré (1997) s'est exprimé sur la nécessité de maintenir un soutien étatique au commerce. Mihailov (1997) et Egounlety (1997) ont par contre souligné l'importance du rôle d'entraînement des Petites et moyennes entreprises (PME) et de l'artisanat pour le développement du système de distribution privé des produits alimentaires en ville.

6.1.2

Le rôle des femmes

Parmi les acteurs, notamment les commerçants, des fonctions sont affectées sur la base d'une caractérisation sociale. Le rôle des femmes dans la commercialisation rentre dans ce volet. La vente des produits est en fait souvent à la charge des femmes. Cette fonction, jouée de manière indépendante ou bien à l'intérieur d'une famille paysanne, atteint un poids remarquable dans la distribution. Contrairement aux hommes qui s'occupent presque exclusivement du commerce de gros, les femmes sont impliquées dans le commerce de détail, où elles possèdent presque le «monopole.» Adubi (1997) examine ce point dans une étude sur la potentialité des SADA dans la création d'emplois:

«La majorité des hommes est engagée dans le commerce de gros (65 %) tandis que la majorité des femmes est engagée dans le commerce de détail (58 %). Au total, les hommes sont un peu plus nombreux que les femmes.» (Adubi, 1997).

Oyep (1997) aussi, dans le cas de Yaoundé, peut affirmer que:

«Au niveau des acteurs du commerce, l'expérience de Yaoundé révèle la prépondérance des acteurs de sexe féminin et leur grande habilité à maîtriser les circuits de distribution avec des moyens relativement modestes au départ.» (Oyep, 1997).

A ce propos, il semble nécessaire de citer les travaux de Pittin (1984) sur le rôle des femmes dans les SADA au Nigeria, Bonnardel (1988) sur le travail des femmes à Saint-Louis du Sénégal et surtout celui de Bosch et Helleman (1985) sur les femmes commerçantes de Bobo-Dioulasso au Burkina Faso.

6.1.3

Les effets sur la production

Les effets de la croissance urbaine se répercutent sur la production de manière différente. Dans le cadre des relations ville-campagne, on peut s'interroger sur le rôle d'entraînement et de stimulation que la ville peut jouer par rapport au milieu rural. Dans la mesure où ce rôle est à même de répondre à l'augmentation de la demande alimentaire, il y a espace pour une amé-

lioration de la production. A ce propos, il faut aussi constater que, face aux facteurs extérieurs (croissance urbaine, crise économique), une partie non négligeable de la demande alimentaire tend à être satisfaite à l'intérieur ou à proximité des villes, à travers l'affirmation de ce qu'on appelle le phénomène de l'agriculture urbaine et périurbaine.

Comme il a été dit précédemment, les résultats de la recherche sont controversés. Dans le cas de Yaoundé par exemple, Oyep (1997) affirme que:

«Pour ce qui est des aires d'approvisionnement, le cas de Yaoundé suggère la prévalence des circuits longs sur les circuits courts pour le ravitaillement des centres urbains africains. Autrement dit, l'augmentation de la demande alimentaire urbaine n'a pas conduit au développement d'une intense agriculture périurbaine, mais à la stimulation de l'offre en zones rurales relativement éloignées. Ceci conforte l'idée que la croissance de l'urbanisation peut être une des conditions favorisant la constitution de véritables marchés intérieurs en Afrique.» (Oyep, 1997).

Par contre, selon Margiotta (1997):

«Les migrations et redistributions spatiales des populations ont affecté la structure démographique de Kinshasa, Libreville et Nouakchott et ont eu des répercussions négatives sur l'emploi, l'environnement, les ressources disponibles et l'alimentation. De nombreux citoyens ont été contraints d'emménager dans des baraques situées dans les quartiers périphériques dépourvus d'eau courante et de réseau d'égout. Le déséquilibre entre offre et demande d'emplois a augmenté. Les problèmes de pollution et d'évacuation des déchets solides (ménagers, des marchés communaux, des brasseries, etc.), actuellement déversés dans des terrains vagues en périphérie (ou dans les rivières), se font plus aigus. Ces phénomènes ont été exacerbés par le plan d'ajustement structurel en cours et les réductions progressives des subventions aux produits de première nécessité.»

Confrontés au chômage, de nombreux citoyens ont, pour subsister, démarré des activités de production en milieu urbain. Les espèces maraîchères (seules espèces capables d'assurer un revenu stable toute l'année, fournissant des ali-

ments bon marché, capables d'occuper un nombre élevé de main-d'œuvre, à croissance rapide, etc.) se sont fortement développées et une production horticole en milieu urbain et périurbain (HUP) est apparue spontanément dans les trois villes étudiées.» (Margiotta, 1997).

La variété des données empiriques conseille de nuancer l'importance du phénomène selon les cas. Néanmoins, il demeure une réalité importante dans le ravitaillement urbain, cela sous différents points de vue qui permettent de comprendre son importance et son rôle stratégique dans les SADA et pour la sécurité alimentaire. L'agriculture urbaine peut en fait être conçue comme une stratégie d'approvisionnement qui répond à plusieurs besoins, relevant tous du cadre de la croissance urbaine:

- besoin d'emploi et revenu pour des producteurs informels et/ou marginaux;
- besoin d'apports alimentaires pour les couches défavorisées, notamment des produits dont l'approvisionnement serait autrement impossible à des coûts raisonnables;
- possibilité de dépasser les limites imposées par des problèmes technologiques et de transport, voire d'organisation, en cas d'approvisionnement à partir d'aires éloignées.

On peut parler dans ce cas d'une stratégie spontanée de producteurs informels, voire urbains, basée sur le rapprochement, dans la mesure du possible, de la production au consommateur.

Des travaux intéressants sur cet aspect ont été produits par Schilter (1991) sur l'agriculture urbaine comme activité créatrice d'emploi à Lomé; Autisser (1990), Dural (1993) sur le développement de la filière piscicole dans les espaces périurbains d'une ville secondaire en Côte d'Ivoire; Bellinguez (1994), sur le développement des systèmes périurbains de production de lait à Bamako.

6.1.4 L'alimentation de rue

La transformation n'échappe pas à la logique que l'on vient de montrer pour la production. Elle touche à une multitude d'aspects concernant les SADA et la sécurité alimentaire urbaine. L'activité de transformation s'impose pour des exigences différentes, liées à l'évolution de la demande et au changement des styles de vie,

mais aussi au niveau technologique des sociétés. Elle se manifeste, en outre, par une pluralité de processus de manipulation et de présentation des produits finaux. Cette activité, souvent informelle, a un pouvoir de structuration important dans les filières et les SADA, en relation avec l'ampleur et la typologie des structures de transformation: industrielles, artisanales, informelles. Ces dernières présentent un intérêt spécial. L'aspect informel de la transformation concerne ce qu'on appelle l'alimentation de rue, qui garde une fonction importante (et en progression) pour la sécurité alimentaire.

Selon Canet (1997a):

«Le secteur de l'alimentation de rue peut, à première vue, paraître marginal surtout si on le compare aux grands secteurs de la production agricole, de l'industrie agroalimentaire et de la commercialisation des produits agricoles et alimentaires. Le secteur de l'alimentation de rue prend cependant une dimension toute particulière dans les centres urbains africains où l'urbanisation rapide et les difficultés économiques ont favorisé l'augmentation du nombre de vendeurs d'aliments sur la voie publique.»

Ce secteur a été défini par la FAO comme suit: «le secteur produisant des aliments et des boissons prêts à être consommés, préparés et/ou vendus par des vendeurs, spécialement dans les rues et dans les autres lieux publics similaires». L'alimentation de rue entre dans la problématique de la reconnaissance des petites activités marchandes et artisanales des villes. Sa place dans le processus d'urbanisation et dans le fonctionnement de l'économie urbaine reflète le mode de vie et de survie dans les villes africaines.» (Canet, 1997a).

Si l'on inscrit ce phénomène dans le contexte général des événements qui accompagnent la croissance urbaine, il apparaît comme une stratégie d'adaptation à un environnement économique critique, qui s'intègre à son tour à d'autres comportements d'adaptation au niveau de la demande, de la production et de la distribution (l'agriculture urbaine, le commerce informel, etc.). L'alimentation de rue va, en fait, dans le sens des exigences typiques de certaines couches de la population urbaine, spécialement celles soumises au risque économique (émigrés, travailleurs hors domicile, individus loin des réseaux de solidarité familiale), en emplo-

yant des ressources humaines (avec des structures très élémentaires) à la recherche d'emploi et de revenu. D'autres références marquantes de ce phénomène concernent l'aspect de la nutrition, dans une double acception: d'un côté, la disponibilité et l'accès à la nourriture; de l'autre, le danger sanitaire implicite dans la précarité de ces structures.

Le problème de l'alimentation de rue est également traité par Nago (1992), Akindès (1989; 1990), Cohen et Tinker (1985), Dei-Tutu (1985), Vidal (1985).

6.1.5

Le secteur informel

Une considération générale peut être formulée sur l'ensemble des aspects ci-dessus. Elle concerne l'importance du secteur informel dans les SADA qui, de plus en plus, se qualifie comme une stratégie globale d'adaptation à des conditions défavorables de l'environnement. L'informel concerne des activités secondaires aussi bien que des fonctions vitales pour le fonctionnement des SADA. A la liste qu'on vient de donner, on pourrait ajouter par exemple le crédit et l'information. Le premier est surtout important dans des situations où les ressources sont rares, accessibles à travers des canaux officiels, à des coûts élevés et à des conditions qui excluraient la plus grande part des agents économiques. Le recours à des réseaux alternatifs, où les garanties personnelles sont valables grâce à la continuité sociale entre emprunteur et prêteur (souvent un commerçant en position financièrement privilégiée par rapport au producteur, au transporteur ou à l'intermédiaire), permet l'accès aux ressources et la survivance dans les crises. La continuité sociale se fait sur la base d'affinités religieuses, ethniques, familiales, etc. qui prennent la place des garanties réelles et valables du réseau officiel.

On peut donc entrevoir une dualité dans les SADA où secteur formel et secteur informel travaillent côte à côte. Un problème d'efficacité et de gestion se pose cependant par rapport à cette réalité. L'image de forte inefficacité liée à l'expérience de l'action étatique dans la distribution alimentaire a donné lieu à une réhabilitation des activités informelles et la reconsidération de leur rôle, voire de leur nécessité. Il faut aussi dire que des positions différentes caractérisent la pensée sur les possibilités de gestion de ces activités, par ailleurs très dynamiques. Des pour

et des contre sont liés à une éventuelle action de réglementation de l'informel. Les pour et des contre sont liés à une éventuelle action de réglementation de l'informel, avec des possibles retombées sociales et économiques. L'informel permet l'accomplissement de fonctions économiques indispensables tout en produisant des occasions d'emploi. Ces dernières risqueraient de disparaître suite à la normalisation du secteur, avec des pertes d'efficacité. Selon Adubi (1997):

«La croissance du sous-secteur de l'emploi à Lagos a été estimée à 5,34 % par an. L'étude estimait que le nombre total de commerçants avait augmenté de 65 110 en 1991 à 84 420 en 1996. Les commerçants officiellement reconnus par le Gouvernement atteignaient 24 800 en 1991 et 32 160 en 1996. Le niveau total de l'emploi créé dans ce secteur (commerçants et assistants au commerce) s'élevait à 260 400 en 1991 et à 337 680 en 1996. Il a été estimé que le système de commercialisation alimentaire à Lagos employait 9,52 % de la force de travail active en zone urbaine en 1991 et 9,55 % en 1996. Ce pourcentage correspondant à d'emploi généré par le sous-secteur devrait atteindre ultérieurement 9,62 % en l'an 2006, et 9,65 % en l'an 2010. Il a été estimé que dans 10 ans, le nombre de marchés alimentaires à Lagos passera de 180 en 1996 à 303 en 2006, si l'on veut absorber entièrement la capacité d'emplois prévus.

L'emploi dans ce secteur est en majorité informel. Même si des procédures pour l'enregistrement des commerçants sont prévues dans les règlements des marchés, 64 % des commerçants ne sont pas enregistrés auprès des Autorités locales et, en conséquence, ne sont pas officiellement reconnus comme commerçants indépendants par le Gouvernement.

L'entrée formelle d'un commerçant dans le marché doit suivre les règles suivantes: enregistrement en tant que commerçant auprès des Autorités locales responsables des marchés, suivi de l'enregistrement auprès de l'Association de marchés couvrant chaque marché particulier. Les Associations de marchés sont ensuite censées enregistrer l'Association auprès des Autorités nationales.

Seul un tiers des Associations de marchés existantes sont officiellement enregistrées et reconnues par le Gouvernement.» (Adubi, 1997).

Goossens (1997), après avoir défini la complémentarité des deux secteurs, trace quelques lignes pour soutenir et sauvegarder le secteur informel et sa capacité de fournir au consommateur urbain des aliments fiables:

«En conclusion, les secteurs formel et informel sont complémentaires. Les deux formes sont en compétition permanente et la meilleure domine la filière concernée: le secteur informel est compétitif dans ces segments où il existe une nécessité de main-d'oeuvre bon marché et de contrôle des transactions: a) la collecte se fait à petite échelle; b) la transformation à petite échelle est plus rentable (entre autres, l'utilisation de la main-d'oeuvre familiale); c) les produits sont périssables; d) la formation des prix se fait à l'aide de marchandage; e) les transactions sont petites. Au fur et à mesure qu'un pays se développe, les contraintes quant aux caractéristiques d'un produit sont levées par l'adoption d'une technologie de commercialisation et de transformation, et les circuits se formalisent.

Les spécialisations des entreprises formelles et informelles aboutissent donc à trois catégories de filières qu'on retrouve dans tous les pays de l'Afrique subsaharienne, à savoir: a) le secteur informel, caractérisé par une main-d'oeuvre intensive, de petites entreprises spécialisées dans le traitement de biens non standardisés, des transactions non standardisées et risquées, des marges élevées, des prix variables, une basse transparence du marché; b) le circuit formel avec des importations ou une transformation industrielle et une distribution à travers les supermarchés et les supérettes; c) la filière mixte: le commerce formel de gros combiné avec un secteur informel du commerce de demi-gros et de détail (le riz, l'huile de palme, le pain, ...).» (Goossens, 1997).

Selon ce point de vue, la disparition du secteur privé n'est pas un objectif à poursuivre à tout prix. Il faut d'abord en comprendre le rôle dans le contexte social et économique, et utiliser au mieux ses aptitudes au niveau de la sécurité alimentaire. Le remplacement de certaines fonctions informelles par des organisations officielles ne se traduirait pas nécessairement par un meilleur fonctionnement de l'appareil de distribution.

Sur ce même sujet, Kane-Devautour (1997) souligne l'importance de considérer les aspects

culturels et sociaux quand on cherche à appuyer le secteur informel pour améliorer l'efficacité des SADA. D'autres études concernant le secteur informel dans les SADA dont celles d'Akindès (1989 et 1990) et Igue et Soule (1992).

6.2

Les aspects structurels et infrastructuraux

Les circuits d'ADA peuvent achever leurs fonctions grâce à la coordination qui s'instaure entre les différents maillons de la chaîne de la production à la consommation. Le développement de ces fonctions entraîne les structures et les infrastructures de la distribution. Par rapport à la figure n° 2, on pourrait dire qu'à chaque niveau, à chaque catégorie d'acteurs correspondent des structures qui permettent de mettre en pratique des fonctions spécifiques, c'est-à-dire une sorte de hardware de l'ADA qui sont: les marchés, les lieux de stockage, les moyens de transport, les structures de transformation des produits et les espaces réservés à la production aux différents niveaux. L'efficacité des SADA, même du point de vue économique, dépend fortement des aspects structurels de la distribution, et se répercute plus ou moins directement sur le prix final. Cette clé de lecture porte spécialement sur les concepts d'espace, de technologie et d'organisation.

A l'intérieur de ce cadre, la commercialisation et le transport occupent une place prioritaire. L'efficacité des espaces et des moyens consacrés à ces fonctions se répercute directement sur des aspects importants de la sécurité alimentaire. Donc, comment peut-on aborder les différentes fonctions dans les termes indiqués et quels sont les aspects que la recherche a découvert à ce propos? On peut développer l'approche de ce volet de la problématique en partant de l'échelle plus grande, celle régionale, pour aboutir à la dimension plus restreinte, celle de la ville et de ses espaces.

6.2.1

La relation de la ville avec l'espace environnant

La relation de la ville avec l'espace environnant concerne premièrement les fonctions de production et d'approvisionnement. De ce point de vue, la dislocation des aires de production par rapport à la ville, et leur dynamique par rapport

à la croissance urbaine, sont les aspects marquants. L'augmentation de la demande alimentaire implique l'intensification et la différenciation des flux de biens vers la ville. En premier lieu, il faut constater la particularité des relations entre espaces de production et marchés. Selon Franqueville (1997):

«La première caractéristique de l'espace d'approvisionnement urbain en Afrique est sa constitution en aires disjointes et souvent autonomes quant à leurs relations avec le marché. Il s'agit moins d'une espace ou d'une aire d'approvisionnement, que d'îlots, ou parfois de zones relativement étendues mais sans connexion, dont une partie de la production agricole est acheminée pour les besoins de la consommation urbaine.» (Franqueville, 1997).

En ce qui concerne la capacité d'entraînement de la ville par rapport au milieu rural, les résultats ne sont pas certains. L'approvisionnement urbain dépend souvent de zones très éloignées au point que l'importation de denrées alimentaires indispensables est un fait habituel qui ne pourrait cesser sans provoquer des catastrophes. Cela se répercute sur l'espace rural au service de l'approvisionnement des villes. Franqueville dit encore (1997):

«On peut donc se trouver en présence, notamment pour les grandes villes, d'un espace d'approvisionnement qui laisse une impression d'incohérence et de démesure, et dont les principales caractéristiques sont une sorte de sous-exploitation des ressources agroalimentaires locales et un recours à des ressources de provenance lointaine, parfois très lointaine, ce qui ne va pas sans faire peser un risque certain d'insécurité sur l'alimentation urbaine quotidienne.» (Franqueville, 1997).

A cet égard, Hugon (1997) propose un point de vue plus nuancé:

«Les liaisons statistiques et les relations causales entre urbanisation et circuits d'importations agroalimentaires sont loin d'être aussi évidentes que les analyses précédentes le laisseraient penser; la complexité des filières, les réversibilités des trends, les grandes disparités socio-économiques des pays africains, les différences des processus d'urbanisation conduisent à relativiser l'importance des circuits extérieurs.»

Elles rendent nécessaire la construction de typologies. Elles obligent à réintégrer des facteurs oubliés essentiels, tels que les instabilités des systèmes agroalimentaires et les mobilités de la population conduisant de la perte des agents à des stratégies contre-aléatoires, à différents modes de régulation et à des réversibilités des processus; les cloisonnements et segmentations des espaces aboutissant à une hétérogénéité des circuits d'approvisionnement agroalimentaires; les économies non-officielles qui fonctionnent en dehors de l'enregistrement statistique, les transferts, liés aux droits et obligations des appartenances communautaires qui dépassent le clivage villes/campagnes (Mahieu, 1991); le rôle des politiques économiques. (...) Les évolutions divergent selon les grandes régions (...). Les diversités sous-régionales et locales sont considérables. (...) A l'inverse des fausses évidences, ce sont les pays moins urbanisés d'Afrique qui sont relativement les plus dépendants alimentaires sous forme d'importations ou d'aide alimentaire et ceux qui ont la plus faible valeur ajoutée agricole par rural.» (Hugon, 1997).

L'alternative production nationale/importation est un enjeu important dont la gestion relève des choix au niveau macro. Elle entraîne la dimension urbaine mais échappe à la possibilité de contrôle local. Cela se passe autrement pour l'agriculture urbaine et périurbaine. Cet aspect relationnel a déjà été pris en considération précédemment. Maintenant, il faut mettre en évidence une autre dimension du phénomène. Elle concerne la compétition au niveau urbain de l'utilisation de l'espace entre la production et les autres fonctions de la ville. La croissance urbaine provoque une occupation anarchique de l'espace qui contraste avec la production. Dans ce cas, le problème concerne les ceintures vertes et l'agriculture urbaine-périurbaine. Pour certains auteurs, la sauvegarde de ces activités est un objectif stratégique de la sécurité alimentaire urbaine qui se heurte à l'évolution de la situation urbaine. L'avancée de l'urbanisation entraîne en fait la plus-value des terrains suburbains et intraurbains qui abritent la production agricole. La plus-value des terrains pousserait ces agriculteurs à l'abandon de leur activité: la vente des terrains s'accompagnerait du départ des agriculteurs et de l'utilisation des espaces libérés pour des opérations foncières, beaucoup plus rentables que l'agriculture. En outre, les productions en milieu urbain concernent en général des produits relativement riches, dont la

vente est précaire dans le cadre économique de la crise. Cela pourrait entraîner une accélération de ce phénomène (Franqueville, 1997).

La liaison ville/campagne entraîne aussi des espaces intermédiaires que les produits doivent franchir avant d'aboutir à la destination finale, la grande ville. La localisation de ces espaces, qui jouent le rôle de marchés intermédiaires, caractérise souvent le rôle de villes secondaires par rapport à la ville primatale, selon une hiérarchie spatiale spécifique dans les SADA. Ce point de vue sur l'ADA est du ressort de l'approche géographique, dont les économistes de la distribution se sont appropriés. Son importance est primordiale pour comprendre la logique spatiale des relations commerciales, même dans une perspective d'optimisation (localisation, fonctions et développement éventuel des structures). Cet aspect a été théorisé depuis longtemps dans les économies développées. Il est aussi une réalité en Afrique, mais le mécanisme est encore à comprendre dans sa complexité:

«Selon la théorie géographique, le maillage combiné des lieux centraux (grandes villes, petites villes, voire bourgs ruraux), devrait contribuer au fonctionnement harmonieux de l'approvisionnement urbain dans ses différentes composantes: collecte, stockage et redistribution. Mais ville et marché vont-ils nécessairement de pair en Afrique? La situation est en réalité assez contrastée selon les pays et même selon les groupes ethno-culturels considérés. (...) Quelle que soit sa genèse, la petite ville constitue-t-elle réellement un maillot dans les réseaux d'approvisionnement des grandes villes? Il semble qu'elles ne puissent jouer ce rôle qu'en fonction du type d'espace rural qu'elles commandent. Selon que le milieu rural environnant est cohérent et actif, ou au contraire, désagrégé ou marginalisé, la petite ville joue son rôle d'animation économique régionale et de relais vers les centres supérieurs ou, au contraire participe, sans pouvoir y remédier, à l'atonie économique de la région. La petite ville, en effet, n'a d'existence que par sa région, soumise qu'elle est aux mêmes déterminations que celle-ci.» (Franqueville, 1997).

Sur le rôle des villes secondaires dans l'approvisionnement, voir aussi: Sanogo (1997) sur le Mali, Seck et al. (1997) dans l'étude de cas sur Dakar, Ciparisse (1997), Chaleard (1988) sur la Côte d'Ivoire et Lançon (1990).

6.2.2

Les structures des marchés

Par le biais de la considération exprimée ci-dessus, on se rapproche des problèmes de la commercialisation proprement dite et, graduellement, du milieu urbain.

Wilhelm (1997b) a expliqué de manière très claire la problématique des structures des marchés en relation avec le rôle des marchés dans les circuits de commercialisation. Un rappel préalable important pour la compréhension de cette relation relève de ce qui a été appelé l'aspect relationnel. Les comportements ou stratégies des commerçants sont en fait telles que la fonction théoriquement primaire du marché, c'est-à-dire la formation des prix, peut en résulter compromise:

«On en voit les conséquences sur le processus de formation de prix: les grands marchés urbains sur lesquels s'exerce l'essentiel des activités de gros d'approvisionnement ne sont pas forcément des lieux de formation des prix (au sens de la rencontre entre l'offre et la demande); ceux-ci se fixent en amont par le jeu des rapports de force et de négociation entre le producteur et le commerçant, et en aval entre les détaillants et les acheteurs, suivant les relations de crédit et de confiance qu'ils ont nouées et, en dernier ressort, suivant le pouvoir d'achat des consommateurs urbains.» (Wilhelm, 1997b).

Un deuxième rappel important relève encore d'une approche géographique de la problématique et de la mise en relation de cette approche avec celle plus technique de la commercialisation:

«La répartition des marchés du point de vue géographique est forcément variable d'une ville à l'autre selon la morphologie de la ville (contraintes de sites plus ou moins importantes), le type d'urbanisation, les politiques de réserves foncières mises en oeuvre etc. La répartition des marchés sur le territoire de la ville est tributaire aussi de la plus ou moins grande facilité de circulation des marchandises et des commerçants: elle est donc intimement liée au développement du réseau routier.

Mais au-delà d'une simple localisation des marchés sur une carte, c'est le croisement de l'analyse typologique des marchés avec leur mode de répartition spatiale sur le territoire de la ville

qui fait apparaître les facteurs d'équilibre ou de déséquilibre dans l'armature des marchés urbains.» (Wilhelm, 1997a).

Ces affirmations peuvent s'appliquer en général à l'aspect structurel de la commercialisation, même si à l'intérieur de la ville elles acquièrent une évidence majeure.

La compréhension de la relation structure/fonction entraîne une description ponctuelle des types de circuits, des moyens par lesquels ils se concrétisent dans l'espace et de leur efficacité par rapport aux acteurs (commerçants, transporteurs, consommateurs). Une taxonomie des circuits et des marchés est donc indispensable. Cela amène à distinguer d'abord les types de circuits selon les produits (frais, secs, etc.), leur provenance (importation, production nationale, régionale, locale), leur statut juridique (formel, informel, étatique, privé, etc.). A leur tour, les marchés peuvent être distingués selon l'aire d'influence (régionale, urbaine, de quartier, etc.), le type d'organisation, la spécialisation, la localisation et la périodicité.

L'efficacité des marchés dans l'accomplissement de leurs fonctions est critique. La croissance urbaine s'insère dans ce cadre, avec les ressorts des changements économiques et institutionnels:

«Les agglomérations ont connu et connaissent encore un fort accroissement de leur population. Parallèlement, la situation économique a engendré le développement du secteur informel et la multiplication des petits métiers.

Ces éléments ont eu notamment pour conséquence une augmentation considérable des effectifs des vendeurs sur les marchés existants et, de façon générale, en ville. L'accroissement de la demande (les commerçants) n'a pas été accompagné d'une augmentation significative du nombre d'équipements commerciaux et de transports (de l'offre).

Ces deux facteurs conjugués sont à l'origine de la situation actuelle qui se caractérise par la saturation, la désorganisation et l'insalubrité des équipements existants ainsi que par l'occupation fréquente des emprises de la voirie par les vendeurs.» (Wilhelm 1997b).

L'insuffisance des infrastructures se traduit par des surcoûts ressentis à plusieurs niveaux.

Pour la commune, l'occupation anarchique des espaces environnant les marchés ne permet pas la perception des droits, rendu encore plus difficile en raison de l'insuffisance des services fournis aux opérateurs (rentabilité précaire des infrastructures); pour la collectivité, le mauvais fonctionnement des marchés entraîne un encombrement de circulation, des conditions hygiéniques précaires, des pertes de produits, un accomplissement incertain des fonctions économiques. Pour le consommateur, cela entraîne une hausse des prix et une moindre accessibilité aux produits (Wilhelm, 1997b).

De nombreuses études de cas ont été réalisées pour décrire le fonctionnement des marchés urbains pour différents produits alimentaires. Citons ici celles de Marcomer (1980) concernant les céréales locales au Sénégal et au Burkina Faso, Cormier (1981) et Kebe (1983) sur le marché de poisson de Dakar et Ferrara (1987) sur la commercialisation de la viande dans le marché terminal d'Abidjan. On peut citer aussi les études sur les produits vivriers dans les marchés de Kinshasa (Tollens, Mvuala, Goossens et al., 1988), Abidjan (Tano, 1990) et Lomé (Lançon, 1992).

Il semble important aussi de citer les guides de Tracey-White pour la planification des marchés de gros (1994) et de détail (1995). Une étude intéressante sur les circuits d'approvisionnement alimentaire extérieurs des villes est celle de Lançon (1990) sur les réseaux des villes secondaires au Togo.

En ce qui concerne la dynamique des espaces et des fonctions à l'intérieur même des places de marchés et ses conséquences sur la commercialisation, voir encore Wilhelm (1997a, 1997b).

Une dernière référence sur ce volet concerne les marchés de gros, un outil auquel on fait souvent appel dans l'espoir d'améliorer l'efficacité des circuits de commercialisation, un outil dont il faut bien comprendre les avantages et les contraintes de fonctionnement en milieu africain. L'implantation d'un marché de gros doit en fait prendre en considération nombre d'éléments économiques (niveau de développement, échelle de mobilisation des ressources et des produits, typologie économique des marchés), commerciaux (type de produits, type de circuits en vigueur, relations entre marchés), sociaux (modalité de gestion des filières, des res-

sources, des services), structurels et infrastructurels (ampleur, services, organisation, transport), dont la méconnaissance porterait à l'échec par rapport aux résultats attendus, notamment en ce qui concerne la transparence dans la formation des prix, la rationalisation des services, en particulier le transport, le triage des produits, la standardisation des mesures, les économies d'échelle, à travers la circulation de quantités de produits importantes, etc. Tout cela devrait se traduire par la réduction de coûts de commercialisation et des prix finaux. En Afrique, la situation est différente car l'intervention dans ce domaine peut être efficace à condition de prendre en charge les données de l'environnement économique:

«La plupart des marchés des grandes villes d'Afrique ont des insuffisances qui augmentent les marges de commercialisation, qui détériorent la qualité des produits et qui freinent aussi bien la production que la consommation alimentaire. Des interventions sont nécessaires pour adapter les structures existantes à la situation actuelle et future, pour en créer de nouvelles et pour améliorer la gestion et le fonctionnement des marchés. Un marché de gros existe seulement par rapport à une série de marchés de détail et de magasins et boutiques et un marché de gros est bien plus qu'une infrastructure physique. Les modalités d'organisation et de fonctionnement, le cadre législatif et réglementaire, les services d'appui et les comportements des intervenants sont autant d'éléments qui conditionnent la performance du système de commercialisation. Toute amélioration durable de cette performance exige une concertation entre les participants et les Autorités publiques (municipales, régionales, nationales). La création d'un vrai marché de gros n'entraîne pas ipso facto l'amélioration du fonctionnement des circuits d'approvisionnement des produits vivriers, mais peut être un outil important dans une stratégie globale de mise en place de meilleurs approvisionnement et distribution alimentaires des villes.» (Tollens, 1997).

6.2.3 Le transport

Le transport est fortement lié à l'organisation des marchés et des circuits commerciaux. Dans ce volet sont impliqués aussi bien les réseaux routiers que les moyens de transport, la technologie en vigueur et ses coûts. Un constat général en Afrique concerne le poids remarquable

des coûts de commercialisation par rapport aux prix finaux des produits. Une partie importante de ce coût relève souvent des transports. Comme Seck et al. (1997) l'ont constaté dans l'étude sur l'approvisionnement alimentaire de Dakar:

«Par rapport au coût global de commercialisation des zones de production à la ville, la part du transport est estimée, selon les produits, comme suit:

<i>Fruits et légumes</i>	<i>63%</i>
<i>Lait</i>	<i>51%</i>
<i>Viande</i>	<i>61%</i>
<i>Produits halieutiques</i>	<i>60%</i>

A l'évidence, les coûts de transport sont extrêmement importants. Par conséquent, la disparition graduelle des ceintures vertes va impliquer une hausse des prix des produits, donc une baisse de la consommation.» (Seck et al., 1997).

Le transport est donc un service vital pour la sécurité alimentaire. Des marges d'optimisation importantes pour l'amélioration de l'efficacité des SADA pourraient se jouer sur cet aspect. Il est aussi intéressant de constater comment ce problème s'insère dans le cadre général en relation avec d'autres aspects et phénomènes importants: agriculture urbaine, ceintures vertes, dislocation, rôle et relations des marchés, pourraient être remises en discussion si l'on donnait au transport une priorité stratégique dans la conception des SADA. La priorité du transport dans la commercialisation est souvent frappante quand elle se concrétise par l'organisation de marchés informels le long des grandes routes de communication, même à l'intérieur de la ville, malgré les interdictions publiques (Wilhelm, 1997b). En outre, face aux prévisions pessimistes engendrées par la croissance urbaine, il faut rappeler que depuis des siècles l'alimentation en Afrique est fortement dépendante des transports de long cours qui, encore aujourd'hui, véhiculent des quantités importantes de produits vivriers d'un côté à l'autre du continent. L'aspect technologique et d'organisation se vérifie donc dans son importance.

En dehors des grandes distances, l'intérieur de la ville présente d'autres spécificités et problèmes pour le transport. Ce sont, dans ce cas, les relations intermarchés à échelle urbaine et

périurbaine qui assurent la redistribution des produits parmi les marchés, et les acteurs de la distribution aux différents niveaux. La caractéristique du transport intra-urbain est la multimodalité, basée sur l'utilisation de moyens de transport technologiquement différenciés (à savoir: transport à pied, non mécanisé (TNM), mécanisé), et à différents degrés de spécialisation ou promiscuité. L'ensemble des moyens disponibles, l'offre de transport ainsi différenciée, permet de répondre de manière enfin efficace à un besoin réel des populations urbaines. C'est Wilhelm (1997c) qui a décrit cet aspect du problème et comment il s'insère dans le cadre de la commercialisation urbaine:

«En choisissant le transport par charrette, pousse-pousse ou véhicule spécialisé motorisé, les usagers commerçants bénéficient en effet de plusieurs services essentiels:

- une économie des frais de manutention (les opérations de chargement et déchargement sont assurées par les conducteurs et leurs aides, que ce soit dans le cas des TNM ou des véhicules spécialisés);*
- des possibilités de groupage de marchandises entre plusieurs commerçants;*
- une variété de véhicules et, par conséquent, de types de chargement qui correspondent exactement aux volumes traités et aux capacités financières des clients;*
- une disponibilité sur les lieux de travail et dans les quartiers les plus difficiles d'accès (TNM);*
- une personnalisation des relations;*
- une organisation de la livraison qui libère le commerçant de l'obligation «d'accompagner» sa marchandise: elle est livrée à heure dite et au lieu dit (tournée de ramassage des cars rapides, livraison par les charrettes, les pousse-pousses, etc.).*

(...) Les situations que nous avons décrites montrent amplement que transport motorisé et transport non motorisé se complètent et que seule une approche multimodale peut rendre compte de la réalité du fret urbain pour l'approvisionnement et la redistribution alimentaires dans les villes en Afrique.» (Wilhelm, 1997c).

Le problème du transport ne peut pas être abordé sans prendre en charge la multiplicité de facteurs qui concernent surtout l'évolution de la demande, le niveau de développement des circuits de commercialisation et l'environnement économique et social. La solution d'un problème

que l'on dirait spécialement technique, tel que le transport, n'est pas possible sans prendre en considération les aspects sociaux. Lombard (1997) propose quatre types de recommandations pour discussion et intervention à ce sujet:

- *Première recommandation*: la distinction entre les espaces est nécessaire pour la définition de politiques.

Les systèmes de transport sont dépendants des contextes écologiques, des aires de marchés vivriers, des dynamiques commerciales qui conditionnent fortement les volumes disponibles et l'équilibre des flux.

- *Deuxième recommandation*: la question des coûts et des prix du transport s'impose nécessairement.

Cette question passe notamment par une augmentation de la qualité des prestations: professionnalisation des transporteurs, limitation des surcharges, diminution des frais de route.

- *Troisième recommandation*: l'action doit prendre la mesure de la prégnance des configurations sociales - familles élargies, réseaux commerciaux notamment - porteuses de mobilités importantes et de transports mixtes (voyageurs et marchandises).

La prise en compte de ces configurations sociales est indispensable pour dynamiser les courants d'échanges entre campagnes et villes.

- *Quatrième recommandation*: l'amélioration des systèmes de transport demande, à différentes échelles géographiques d'intervention, la définition de politiques publiques, en particulier, une intégration poussée entre Etats favorisant une plus grande transparence des échanges frontaliers, une politique d'infrastructures qui soit aussi centrée sur les villes secondaires, un soutien affirmé au secteur artisanal prépondérant dans les campagnes».

D'autres études générales sur le problème des transports pour les SADA des villes sont: Godard (1985) et INRETS (1996), tandis que des études de cas ont été réalisées par Andriambahoaka (1986) pour la pomme de terre et Goossens, Minten et Tollens (1991 a et b) pour la ville de Kinshasa. Il semble utile aussi de rappeler l'étude de Ouabari (1987) sur le ravitaillement de Brazzaville par pirogue.

6.3 Les aspects normatifs

Dans les SADA, l'aspect normatif a des références très articulées. Selon le point de vue systémique adopté jusqu'à présent, il résulte que les SADA sont influencés par l'environnement juridique (au sens large du terme) qui les entoure, depuis les politiques macroéconomiques et leurs émanations juridiques, jusqu'aux règlements les plus proches au niveau du terrain, tels ceux du commerce, des marchés etc. L'importance de la réglementation concerne plusieurs aspects des SADA. Par contre, il faut remarquer que, jusqu'à présent, on a repéré très peu d'ouvrages ayant abordé de manière systématique ce volet. Par la suite sont proposés quelques repères pour s'orienter à l'intérieur de ce sujet.

6.3.1 Les mesures d'accompagnement

La littérature concernant la sécurité alimentaire a souvent mis en discussion l'efficacité des politiques structurelles faute de mesures d'accompagnement de cette grande stratégie économique. L'idée d'un vide juridique est identifiable à plusieurs niveaux, même à l'intérieur d'un domaine suffisamment précis, tel que la commercialisation alimentaire. La nécessité d'un cadre juridique cohérent et la définition de ses caractéristiques éventuelles est proposé par Cullinan (1997):

«Un cadre juridique devrait permettre d'atteindre les objectifs prévus par la politique de commercialisation des produits agricoles dans les villes. L'efficacité du cadre juridique doit être évaluée par rapport à ces objectifs et pas seulement sur la base de critères économiques. Chaque pays ayant des objectifs différents, il n'est pas possible de définir un ensemble de critères universels pour évaluer un tel cadre juridique. Cependant, il est utile de discuter d'un cadre réglementaire national sur la base de trois critères: la flexibilité et l'adaptabilité aux besoins des acteurs des systèmes de commercialisation alimentaire; preuve de l'existence de la loi et de la transparence de son application; et la possibilité de faire respecter les lois et les contrats. Des indicateurs sur le degré d'application de chacun de ces critères sont également importants pour faciliter l'évaluation de la performance du cadre juridique par rapport aux critères définis. L'application de ces critères devrait donner une indication très géné-

rale de la mesure par laquelle le cadre légal est à même d'entraîner efficacement le secteur privé dans la commercialisation alimentaire urbain.» (Cullinan, 1997).

6.3.2

La répartition des fonctions

Le changement économique et institutionnel entraîne un changement des règles de la société en ce qui concerne premièrement la répartition des fonctions entre Etat et privés, et deuxièmement entre Etat central et pouvoirs locaux. Le premier aspect fait appel à un phénomène très important dans ce secteur, celui de l'informel qui, du point de vue juridique, apparaît comme une réponse à un environnement juridique non adapté à la meilleure efficacité de la commercialisation et aux caractéristiques socio-culturelles des acteurs. A ce propos, Ferro (1996) exprime le point de vue du juriste sur le phénomène:

«Les SADA s'insèrent dans un milieu social qui n'obéit qu'imparfaitement au droit formel. L'interaction entre droit officiel et pratiques informelles relève dès lors d'une logique dialectique.

Ainsi, la multiplication des réglementations purement formelles et théoriques inadaptées aux situations de fait, constituent autant d'opportunités de corruption. Autrement dit, un excès de droit ou l'imperfection de ce dernier augmente les risques de le voir détourné. Ce mécanisme de détournement est d'autant plus pernicieux qu'il justifie le maintien des réglementations inadaptées en vigueur. Il devient alors lui-même un système structurant, permettant aux corrupteurs et aux agents publics corrompus de tirer profit de ce mécanisme.

Tant dans le domaine de la responsabilité que dans celui des contrats, la vigueur de ces règles informelles est un fait aujourd'hui avéré et déterminant pour saisir la réalité urbaine. Pourtant, loin de rejeter ces combinaisons informelles, ce droit pragmatique, ces pratiques doivent être codifiées pour constituer un fonds de référence juridique et accroître l'efficacité du marché. Dans cette optique, la recherche interdisciplinaire trouve tout son sens.» (Ferro, 1996).

Une question cruciale se pose à ce niveau: comment gérer cette capacité spontanée de réponse des populations, souvent relevant (et

aussi au service) des couches sociales plus exposées? La question est du ressort de la documentation sur les SADA à cause de l'étendue des activités informelles. On ne trouve pas de réponses définitives à ce problème, qui reste ouvert. De toute manière, n'importe quelle stratégie de gestion doit forcément se traduire dans un système juridique cohérent avec les objectifs envisagés, adapté au milieu culturel, social et économique et également efficace par rapport à la sécurité alimentaire. Des aspects importants des SADA rentrent dans ce volet. On se bornera ici à rappeler à titre d'exemple le problème du contrôle des aliments et la nécessité d'adopter une réglementation dans ce sens. Cet aspect a été abordé par Canet (1997b):

«Pour être efficace, un service de contrôle des aliments a besoin d'une législation alimentaire de base ayant pour objectifs de protéger le consommateur contre les risques sanitaires et les procédés frauduleux et d'assurer la loyauté dans les transactions commerciales des produits alimentaires. Il doit s'y ajouter une réglementation d'application et des normes alimentaires, basées sur les textes du Codex Alimentarius. Pour assurer l'application de ces textes, il est nécessaire de prévoir une organisation formée de cadres administratifs compétents, d'inspecteurs et d'analystes, disposant de méthodes appropriées et de laboratoires et autres installations adaptées.

Même si certains pays n'ont pas encore de véritables politiques de la qualité, qu'ils continuent à piétiner devant les goulots d'étranglement administratifs ou être confrontés à l'immobilisme et à l'inertie de l'Administration dans le domaine des contrôles, de plus en plus nombreux sont les pays d'Afrique francophone qui ont fait un effort pour remédier à ces problèmes.» (Canet, 1997 b).

Bikorimana (1997) approche le même sujet en relation avec le phénomène du secteur informel, spécialement dans la transformation:

«Toute action visant l'amélioration du contrôle alimentaire dans l'approvisionnement et la distribution des aliments dans la ville de Bujumbura doit nécessairement tenir compte du dualisme socio-économique entre le secteur artisanal et informel, d'une part, et le secteur industriel et structuré, d'autre part. Il serait illogique de chercher à instaurer un système moderne de qualité dans le secteur artisanal et

informel. L'amélioration du système de contrôle des services d'hygiène publique du Ministère de la santé publique porterait plus de fruits.» (Bikorimana, 1997).

Sur ce point, il faut signaler un travail intéressant concernant la qualité des aliments fermentés à base de manioc au Congo réalisé par Treche (1992).

Parmi les autres domaines critiques du point de vue réglementaire, on rappellera justement celui du commerce, où les pratiques contractuelles sont souvent soumises à des obligations sociales qui empêchent, par exemple, l'instauration d'une véritable situation synallagmatique entre les contractants.

6.3.3

Les Collectivités locales

Selon Gnammon-Adiko (1997), le désengagement de l'Etat s'accompagne souvent d'un processus de décentralisation administrative. A ce niveau, l'aspect normatif se croise avec l'aspect institutionnel. La ville et les Collectivités locales sont appelées à résoudre des problèmes souvent anciens, mais selon des démarches nouvelles:

«Si les décideurs doivent repenser la question alimentaire à partir de la ville, ils doivent également repenser la ville elle-même, confrontée à des mutations économiques profondes. La récession des années 80 a occasionné la baisse des ressources publiques et du pouvoir d'achat des ménages, et justifié des programmes d'ajustement qui ont contraint les États à la dévaluation, à la libéralisation et à la décentralisation. Dans cette mouvance, les collectivités locales (CL) se sont vu transférer une partie des compétences exercées autrefois par l'Administration centrale. L'extension de leurs pouvoirs a conféré à ces instances une capacité plus importante dans le traitement des affaires et partant, un statut d'organe pivot dans la gestion urbaine. Il est désormais de la responsabilité des Autorités municipales de concevoir et de gérer la ville, en planifiant et en mettant en oeuvre des opérations de développement de la commune en vue d'assurer les meilleures conditions de vie à l'ensemble de la population.» (Gnammon-Adiko, 1997).

Le processus de décentralisation est actuellement un ressort important de la phase de tran-

sition, phase qui est loin d'être achevée mais qui a commencé par une restructuration en principe économique, mais qui se déplace de plus en plus du côté institutionnel. Selon Trebillon (1997), l'achèvement de ce processus se heurte à des difficultés qui sont techniques, culturelles et stratégiques. Mais la condition primaire est qu'au pouvoir municipal soit reconnue la dignité de partenaire par rapport à tous les acteurs du développement:

«L'expérience semble indiquer que la ville se fait de plus en plus par elle-même et que la collectivité se propose en général de «suivre» l'urbanisation, au mieux, de l'infléchir.

Les conditions politiques faites aux Collectivités locales, gestionnaires urbains, les contraignent à abandonner tout projet de produire elles-mêmes leur ville et à limiter leur rôle à aider et discipliner les véritables producteurs de la ville au quotidien que sont les ménages, les logeurs, les commerçants, les transporteurs, etc.

Pour régulatrice - au sens le plus commun et le plus large de cet adjectif - et «gestionnaire» - marquant une nette préférence conservatrice - qu'elle soit, cette gestion ne peut se passer d'une référence à ce que l'on doit dénommer un projet de cité, la cité en question étant à la fois une forme urbaine et une forme socio-politique.

La plupart des Etats et des coopérations étrangères et fonds internationaux refusent aux Collectivités locales le droit d'afficher un tel projet de cité. C'est pourtant une revendication générale qu'il faut admettre afin d'éclairer et de démocratiser le débat autour des questions légitimes que se pose toute collectivité: quelle ville promouvoir, sur quelle alliance sociale fonder son développement... Il faut aussi admettre que la collectivité puisse refuser tel ou tel investissement émanant de tel ou tel service étatique ou de telle ou telle coopération, pour cause de contradiction avec son projet de cité.» (Tribillon, 1997).

6.3.4

La planification urbaine

Le transfert de pouvoir vers la périphérie a deux implications: la complémentarité des responsabilités entre centre/Etat et périphérie/commune et les outils et les domaines d'action au niveau urbain. Par ce dernier aspect, on aboutit au problème de la planification urbaine. Le point de

vue urbanistique sur les relations entre planification urbaine et SADA est indiquée par Coquery (1997) et Imbesi (1997). Ce dernier aboutit aussi aux implications qui en découlent au niveau technique de la planification. Une contribution intéressante est proposée aussi par Prezioso (1997), surtout en ce qui concerne la spécificité des outils conceptuels géographiques à l'échelle urbaine.

Cependant, en suivant le schéma, on est plutôt amené à montrer les aspects de terrain auxquelles la décision au niveau urbain peut s'appliquer. A ce propos, une liste même approximative comprendrait déjà un nombre important des fonctions stratégiques nécessaire au fonctionnement des SADA, fonctions que l'on pourrait regrouper selon les grandes catégories suivantes:

- la gestion du foncier, comme arbitrage parmi les différentes utilisations de l'espace urbain (agriculture urbaine et périurbaine, maintien des ceintures vertes, sauvegarde des espaces pour emplacement publics, y compris marchés de gros, axes routiers, etc.), tout spécialement en rapport avec deux aspects importants: l'expansion du logement et des services commerciaux qui y sont liés et l'expansion prévisible des activités commerciales de gros;
- la réglementation des structures et des infrastructures: réglementation des places de marché et des services, condition d'accès, voirie et transport urbain, normes d'hygiène et de santé, gestion des déchets, gardiennage, approvisionnement en eau, etc.;
- la gestion administrative et fiscale: livraison de permis, droit d'occupation, contrôle, etc.

Les références à l'ensemble de ces aspects échappent à un développement organique dans la production scientifique. Wilhelm (1997b, 1997c), en abordant la problématique des circuits commerciaux et des transports en Afrique subsaharienne, fait des références précises aux responsabilités des Collectivités locales en ce qui concerne la gestion des espaces urbains pour la commercialisation:

«Qu'elle que soit la solution retenue pour le court terme, une démarche de programmation urbaine à long terme nous semble nécessaire, qui puisse en effet préparer l'avenir.

En particulier, il semble important d'attirer l'attention des Autorités, dès la mise en oeuvre d'un éventuel projet de reaménagement ou de

création d'un marché de gros, sur la nécessité impérieuse de procéder à la constitution de réserves foncières qui sont une condition à la réalisation du réseau d'équipements nécessaires à la mutation progressive souhaitée des circuits d'approvisionnement. (...) Un impératif: informer et appuyer les Autorités locales dans la mise en oeuvre d'une politique globale des marchés pour l'approvisionnement urbain.

Le secteur des marchés est certainement une de leurs préoccupations, Mais ce n'est pas forcément leur priorité immédiate compte tenu de nombreuses responsabilités auxquelles elles doivent faire face (logement, emploi, santé, équipements divers, etc.) (...) Par ailleurs, les carences générales dans le secteur des marchés sont telles que les Autorités locales manquent d'éléments pour apprécier les priorités en matière d'intervention» (Wilhelm, 1997b).

Enfin, en ce qui concerne le transport:

«Hormis cet aspect fiscal, la politique des pouvoirs publics en matière de transport urbain (sous toutes ses formes) consiste pour l'essentiel en mesures techniques, de police et de réglementations de la circulation, politiques qui se caractérisent simultanément par un réel laissez-faire et une grande rigidité. (...) Or, les questions relatives au fonctionnement des marchés et à l'approvisionnement des habitants sont, par excellence le domaine de la politique locale (...) Il y a donc là matière à la «re-définition du rôle des Autorités locales dans ce domaine, d'abord par une meilleure connaissance et identification des besoins spécifiques du secteur artisanal du fret urbain, ensuite par un accompagnement de son développement.» (Wilhelm, 1997c).

7 Les méthodologies d'analyse des SADA

On aboutit enfin aux aspects méthodologiques, c'est-à-dire le carré le plus extérieur du schéma proposé à la figure n° 1. Les méthodologies d'étude gardent une place spéciale dans l'éventail des arguments traités par la recherche. L'analyse des SADA urbains est en fait le préalable indispensable pour l'amélioration des SADA eux-mêmes, à travers la mise en route de programmes d'intervention sur le terrain. La performance de ces analyses relève de la fiabilité des méthodologies d'étude. Le débat sur ce point est par définition inachevé et ne cesse guère de produire des innovations.

Plusieurs auteurs ont montré récemment la nécessité d'adapter les outils méthodologiques à la complexité des SADA. Ces derniers ont été longtemps réduits à des fonctions techniques d'échange, lorsque leur complexité est évidente, et demandent une différenciation très souple au niveau d'abord conceptuel, et ensuite opérationnel. Le domaine qu'on va aborder est en effet très vaste. Un critère d'ordre et de simplification s'impose, même dans le bref aperçu qu'on veut donner ici.

7.1 La définition d'un SADA

On peut partir d'une récente définition d'un SADA qui cherche à synthétiser justement cette notion de complexité qui s'accompagne désormais de l'image des SADA urbains. Selon Aragrande (1997b):

«La définition de SADA n'est pas univoque car les SADA sont une entité complexe qui peut être analysée sous différents aspects et avec des finalités différentes. Si le sens commun est suffisant à sa caractérisation pour des finalités communes, l'organisation d'un travail de recherche demande une limitation de l'objet d'étude, donc une définition. (...) A un niveau élémentaire, on peut dire que le Système d'approvisionnement et de distribution alimentaires (SADA) urbain est ce qui permet à une ville de satisfaire ses besoins alimentaires, de manière plus ou moins efficace, c'est-à-dire d'acquérir des produits alimentaires, de les amener vers le milieu urbain, de les distribuer jusqu'au consommateur ... [plus exactement] Le SADA urbain est l'ensemble complexe des fonctions et des

relations qui permettent à la ville de satisfaire ses besoins alimentaires, à travers les processus d'approvisionnement et de distribution des produits alimentaires, de manière durable et en condition de normalité. Les éléments qui participent des SADA urbains sont les filières des produits, les acteurs, les relations systémiques qui s'établissent entre eux et avec l'environnement, dans un milieu et un temps donnés.» (Aragrande, 1997b).

Cette définition a des implications méthodologiques importantes. En ne se bornant pas au simple aspect économique de la transaction de biens et de services dans le temps et dans l'espace, en faisant appel aux concepts de filière et de système, elle cherche à donner un outil pour la compréhension des SADA. La complexité entraîne la multiplicité de points de vue disciplinaires nécessaires pour développer une démarche de recherche adaptée.

Cette multiplicité est montrée par l'auteur dans un autre article (Aragrande, 1997a) à travers la description d'approches disciplinaires possibles que les SADA sont susceptibles de dégager. La liste de ces approches comprend l'économie, la sociologie et l'anthropologie, la géographie, l'histoire, la nutrition et le droit, chacune ayant la capacité d'expliquer des aspects particuliers des différentes fonctions impliquées dans le fonctionnement des SADA.

L'analyse des outils conceptuels de chaque discipline amène l'auteur à constater que:

«Malgré des contrastes apparemment très forts, les approches décrites ne semblent pas être toujours en opposition totale. Etant donné les différences des hypothèses de base, l'efficacité de chaque approche doit être évaluée par rapport à ses buts spécifiques. Si l'on considère l'évaluation sur cette base, des complémentarités peuvent se dégager Pour aboutir à la meilleure utilisation des outils de recherche disponibles, il faut s'efforcer de conduire les différentes positions académiques à des points de contact. Ceci ne signifie pas qu'on peut aborder n'importe quel problème par n'importe quelle méthodologie, mais que dans la pluralité des approches et des points de vue, chaque méthodologie peut contribuer à nuancer et enrichir l'interprétation d'un problème. Cela n'empêche pas l'opposition, mais cherche à la reconduire à un point de synthèse efficace au niveau opérationnel.» (Aragrande, 1997a).

L'interdisciplinarité est donc la perspective méthodologique par laquelle il faut aborder l'analyse. En outre, le rappel du caractère systémique des relations qui font bouger les SADA, implique qu'elles soient conçues comme faisant partie d'un environnement avec lequel elles sont en liaison dynamique.

Cette idée d'interdisciplinarité a inspiré le développement du Programme FAO et a conduit à la rédaction de nombre d'ouvrages portant sur les différents aspects de l'analyse des SADA et de leurs cadres conceptuels. Il serait difficile de les citer dans leur globalité. Des volets importants méritent toutefois une mention. Le cadre conceptuel de l'analyse de la consommation a été développé par Bricas (1997), qui s'est consacré plutôt à l'aspect économique, et par Dia (1997) qui a abordé les motivations sociologiques et culturelles du consommateur urbain. L'aspect géographique a été traité par Coquery (1997), Franqueville (1997), Imbesi (1997) et Prezioso (1997) selon des perspectives nuancées qui tiennent compte de la place de l'espace dans le ravitaillement urbain, la planification urbaine par rapport aux SADA et les différentes échelles territoriales des marchés impliquées dans l'approvisionnement urbain. En ce qui concerne les principaux outils de l'analyse économiques, Tollens (1997) a abordé le problème de la performance économique des marchés à travers le cadre conceptuel néoclassique; Terpend et Hugon ont analysé l'approche filière. La première a bien montré les avantages de la filière dans une perspective opérationnelle, qui a conduit à la rédaction d'un guide pratique pour cette approche (Terpend, 1997a) et à l'analyse très pragmatique de la caractérisation des contraintes des acteurs (Terpend, 1997b); le deuxième a proposé les avantages du même outil conceptuel pour des finalités interprétatives (Hugon, 1997). Il faut enfin mentionner Giron (1997) qui a montré la possibilité d'appliquer les principes de l'analyse systémique à l'étude des SADA.

7.2

Le débat sur les méthodologies

Malgré l'effort développé à l'intérieur du Programme pour traduire la complexité en termes simples, le débat sur les méthodologies demeure très vaste.

En ce qui concerne les approches économiques, les atouts de l'approche néoclassique

ont été explorés par des auteurs et même par des institutions de recherche. Selon Guyer (1987), on peut caractériser une approche américaine qui date des années 60 et qui relève du Stanford Food Research Institute. Dans la même vague s'inscrivent les travaux de Tollens (1988), Goossens (1994, 1997), Goossens, Minten et Tollens sur le cassava à Kinshasa (1991, 1994), Lutz (1994) sur le maïs au Bénin, inspirés par l'analyse structure-conduite-performance. L'approche filière a été adoptée par nombre de chercheurs et institutions françaises (ORSTOM, CIRAD, etc.). Ils ont largement contribué au développement de cet outil, en cherchant à intégrer des dimensions différentes de la simple vision économique; relations sociales et politiques, de même qu'espace géographique ont notamment été adoptés pour enrichir le point de vue strictement économique sur la commercialisation. La liste des auteurs et des ouvrages serait trop longue. On trouve dans ce volet les travaux d'auteurs tels que Hugon (Nourrir les villes en Afrique subsaharienne, 1985), Lançon et al. (1994) sur l'analyse des rapports sociaux à travers l'approche filière, Benz et al. (1992; 1994), Leplaideur et al. (1990), etc.

7.3

La documentation technique

L'interdisciplinarité dans l'analyse des SADA trouve une application tout à fait originale dans le travail de Guyer (1987). L'auteur propose en fait une méthodologie d'analyse qui, à travers une démarche historique, replace au niveau de la ville les multiples aspects scientifiques et disciplinaires qui caractérisent le fait alimentaire urbain. Douzant-Rosenfeld et Grandjean (1995) sont porteurs de la même exigence dans leur ouvrage sur l'Amérique latine. La vague en faveur de l'indispensable innovation méthodologique pour l'approche à l'étude du fait alimentaire se retrouve aussi dans la documentation technique (La Gra, 1990; La Gra, Poo Chow et Haggerty, 1987; Aragrande, 1997b). Dans ce volet, on retrouve aussi nombre d'études de cas récents où on peut apprécier l'effort de traduire en termes opérationnels les critères théoriques de l'interdisciplinarité. Ainsi Seck et al. (1997) qui décrivent l'approche utilisée pour l'étude de cas de la ville de Dakar:

Cette approche est nécessairement:

- systémique, un système étant un ensemble d'éléments liés;
- pluridisciplinaire, la pluridisciplinarité comprise non pas comme une addition de disciplines intervenant dans le traitement d'une problématique mais sa prise en charge concertée. Ceci signifie que le problème à régler doit être clairement posé et que chaque spécialiste en fasse une lecture disciplinaire pour circonscrire sa contribution (...);
- dynamique, pour éviter des représentations trop stationnaires qui risquent d'être remises en cause à l'épreuve du temps. En réalité, une filière est en évolution constante si elle veut garantir sa pérennité car beaucoup de forces agissent sur elle. En d'autres termes, dans une analyse filière, on doit combiner une analyse historique, une analyse diagnostique et une analyse prospective (Seck et al. 1997).

8 Conclusions

Les données bibliographiques recueillies sur le thème de la sécurité alimentaire urbaine ont été cataloguées selon un schéma logique qui relève d'un aperçu scientifique de cette vaste problématique. Les différents sujets ont été abordés à l'intérieur d'un cadre de relations causales où les SADA et les phénomènes qui les caractérisent agissent dans toute leur complexité comme des sous-systèmes de l'appareil social et économique. Pour la description du contenu de la base de données bibliographique, on a choisi un nombre limité de sujets à même de représenter le développement de la problématique, notamment la croissance urbaine, le cadre macroéconomique, l'évolution de la demande alimentaire urbaine, les circuits d'approvisionnement et leur adaptation à l'environnement socio-économique, les lois et la réglementation concernant les SADA, et la méthodologie d'étude des SADA. Croissance urbaine et cadre macroéconomique ont été retenus les facteurs exogènes les plus importants pour la dynamique des SADA car ils agissent sur la dynamique de la demande alimentaire urbaine. Les SADA ont été examinés à leur tour selon leurs aspects relationnels, structurels et infrastructurels, et même normatifs. Les méthodologies d'étude ont fait l'objet d'une réflexion à part. Pour la description de chaque sujet et pour sa meilleure collocation dans le cadre général, on a utilisé les documents bibliographiques produits au sein du Programme FAO «Approvisionnement et distribution alimentaires des villes de l'Afrique francophone», étant donné leur caractère de chefs de file par rapport à de nombreux sujets de la problématique.

Au bout d'un survol des références bibliographiques disponibles, selon le cadre logique indiqué on peut tirer quelques conclusions sur certaines caractéristiques de la documentation scientifique produite dans ce domaine.

Les ouvrages consultés portent sur une multiplicité de sujets dont la plus grande partie sont très pertinents avec la problématique de la sécurité alimentaire. En outre, force est de constater que des faiblesses importantes existent, notamment celles concernant la couverture insuffisante de certains aspects essentiels à l'étude des SADA et l'insuffisant développement d'une perspective urbaine dans la recherche.

Sur cette base, on peut proposer une liste de sujets qu'il serait souhaitable de développer. Cette liste inclut:

- le droit et la réglementation des SADA, à leurs différents niveaux: le point de vue juridique sur les SADA est primordial; il s'agit d'une porte d'entrée pour la réflexion sur des aspects fondamentaux de la problématique (par exemple la gestion de l'informel) et d'un moyen de régulation des activités qui se dégagent des SADA. Le domaine juridique dans sa complexité devrait être exploré. Néanmoins, on peut attirer l'attention sur certains dossiers de recherche à développer, dont:
- la relation entre le corpus juridique de l'ADA (droit fiscal, droit du commerce, droit concernant les produits) et l'efficacité des SADA. Il s'agit d'un volet de recherche très vaste qui donnerait l'occasion de décrire en termes juridiques nombre de phénomènes importants qui caractérisent les SADA;
- les problèmes posés au droit par la transition, en particulier en ce qui concerne le changement du cadre économique (libéralisation, désengagement de l'Etat, coordination des activités privées et publiques, etc.) et institutionnel (décentralisation, rôle des communautés, des privés, etc.);
- les possibilités d'amélioration du droit relatif aux SADA en vue de l'harmonisation de la norme écrite avec la culture et les coutumes locales. Le problème de l'informel, observé sous le point de vue juridique, rentre dans ce volet. Il s'agit de sujets généraux, qui peuvent s'enrichir des données relevant d'études spécifiques;
- les communautés locales, en particulier les moyens, les pratiques et les procédures qu'elles pourraient adopter pour jouer au mieux leur rôle par rapport à la sécurité alimentaire urbaine: cela entraîne une réflexion conjointe sur la gestion/planification urbaine. Parallèlement à ce sujet, une meilleure connaissance des associations professionnelles et de leur rôle dans ce domaine est souhaitable;
- les transports et leur rôle dans les circuits d'approvisionnement: l'aspect à mettre en lumière concerne en particulier les systèmes de transport dans leur complexité spatiale (rural/urbain, urbain/urbain), fonctionnelle (quel système de transport pour quel système d'ADA) et socio-économique (en tant que relation entre nécessité économique et capacité

d'organisation sociale). On a vu à ce propos que des auteurs ont souligné la nécessité d'une approche globale aux problèmes des structures et des infrastructures, qu'il s'agisse de transport ou bien des marchés, à tous les niveaux des circuits de commercialisation. L'aspect technologique n'est pas exclu de ce volet, mais il devrait être intégré dans la complexité socio-économique de l'environnement, selon les critères d'une approche évolutionniste;

- l'intégration de la dimension urbaine dans les politiques de sécurité alimentaire: les concepts et les positions qui ont inspiré les politiques de sécurité alimentaire ont remarquablement évolué. Dans la mesure où l'aspect urbain va devenir prioritaire dans la problématique de la sécurité alimentaire, une adaptation ultérieure de l'appareil conceptuel et technique qui a inspiré ces politiques doit se concrétiser. L'attention portée à la distribution alimentaire est le signal d'un changement de perspective dans ce sens. Il faudrait s'interroger également sur les autres aspects à prendre en compte pour développer cette approche à la sécurité alimentaire;
- le développement d'une méthodologie adaptée: on a constaté, en examinant la documentation existante, que nombre de données sont disponibles sur différents aspects de la sécurité alimentaire urbaine. En outre, ces données ne se traduisent toujours (pas nécessairement) dans un ensemble de connaissances structurées pour la compréhension des SADA des villes. Des exemples remarquables de recherches sur les SADA des villes sont disponibles, mais ils sont rares. Il est beaucoup plus fréquent de trouver des études sur des aspects spécifiques (telles que les études concernant certaines filières, des marchés, des acteurs, etc.), ainsi que des études très riches et articulées en ce qui concerne la qualité de l'information et les indications méthodologiques. Mais ces études, par rapport à la complexité de la perspective urbaine, sont encore partielles. Ce vide méthodologique pourrait être comblé par une réflexion approfondie sur les caractéristiques d'une étude de cas globale concernant la sécurité alimentaire urbaine, étude qui devrait être complétée par une réflexion sur les modalités d'intervention (actions de développement) des SADA des villes;
- le développement d'études de cas dans différentes villes: cela permettrait en même temps

le perfectionnement d'une méthodologie performante et adaptée et de combler des vides de connaissance très importants. En réalité, il faut remarquer qu'un nombre très limité de villes à été soumis à des recherches très soignées et pointues, mais que l'on dispose de données très sommaires sur l'univers urbain. En d'autres termes, la recherche acquiert en certains cas une valeur considérable mais elle est insuffisante en ce qui concerne l'étendu et géographique et géopolitique. La poursuite de la recherche bibliographique permettrait de démentir cette considération. En outre, il est évident que problème demeure dans toute son actualité, comme certains auteurs l'ont très justement souligné;

- l'intégration disciplinaire: un aspect du problème méthodologique que l'on vient de poser concerne la multidisciplinarité de l'approche aux SADA. Il est évident que le problème alimentaire soulève l'intérêt scientifique de plusieurs domaines disciplinaires. Des efforts ont été faits pour intégrer des points de vue disciplinaires différents dans un appareil conceptuel adapté. Malgré des résultats remarquables, on ne peut pas dire que la recherche ait adopté cette approche de manière étendue.

Un point de vue général sur l'ensemble de ces considérations amène à affirmer que des efforts devraient être faits pour orienter la recherche sur la dimension urbaine de la sécurité alimentaire et pour affirmer la globalité de la recherche. Comme on l'a vu, l'appel à la globalité est une exigence posée par différents auteurs à propos des différents aspects de l'analyse des SADA. En réalité, cette dimension devrait être parmi les buts prioritaires de la recherche. Elle est actuellement articulée et porteuse de suggestions méthodologiques, mais cependant insuffisante en ce qui concerne l'étendue des données et leur ciblage.

Liste des notes

1. Séminaire sous-régional FAO-ISRA «Approvisionnement et distribution alimentaires des villes de l'Afrique francophone», 14-18 Avril 1997, Dakar (Sénégal).
2. Les sources de la recherche bibliographique sont:
 - des ouvrages et des articles physiquement disponibles à la consultation;
 - des titres d'ouvrage, tirés d'autres récoltes bibliographiques (BD sur CD ROM, télématique, bibliographies annexées aux ouvrages, citations bibliographiques dans les textes, etc.) plus ou moins structurées et centrées sur la problématique des SADA urbains;
 - des titres accompagnés par un résumé, une synthèse, des descriptifs.

Les ressources bibliographiques de nombre d'institutions qui travaillent dans la recherche et le développement ont été exploitées, soit directement ou bien indirectement (réseau télématique, etc.).
3. Dans ce cas, il est aussi utile de souligner le lien de la perspective microéconomique avec l'évolution du concept de sécurité alimentaire proposé par Padilla (1997) et indiqué au chapitre 3.
4. Date inconnue.
5. Il est évident que certains points, séparés selon notre schéma, gardent cependant des liens fonctionnels et empiriques: le secteur informel ne peut pas être facilement séparé des problèmes structurels des marchés, ou la planification urbaine des fonctions des communautés locales. De plus, des aspects de relations, tels que les stratégies d'acteurs, ne peuvent pas être conçus en dehors d'un cadre normatif. D'autres sujets franchissent de manière transversale ce domaine (la qualité ou l'emploi, par exemple). Dans le développement du schéma, on s'est efforcé de montrer leur spécificité.
6. D'ailleurs, parmi les motivations qui ont inspiré le contrôle étatique de la distribution, on retrouve souvent le souci de réduire, voire d'éliminer, la marge d'exploitation exercée par les commerçants.

7. Il faut souligner que la position avancée par Ferro s'accompagne d'une approche théorique nouvelle en matière de droit. En fait, l'auteur affirme aussi la nécessité d'une approche interdisciplinaire entre le droit, la sociologie et l'anthropologie pour aboutir à une compréhension plus élargie de la norme juridique et de son rôle dans la société: «Le droit peut être conçu d'abord en tant que révélateur des rapports sociaux et contrainte sociale: il est un composant essentiel de l'environnement social et économique des SADA. Le droit, comme observatoire privilégié de la réalité sociale, donne aux disciplines sociologiques et anthropologiques la possibilité d'aborder les contenus des phénomènes de régulation des échanges sociaux et économiques. Le droit peut être abordé ensuite en tant qu'instrument de l'action publique et politique: il synthétise alors, d'une part, les observations des différentes analyses effectuées sur le phénomène social et, d'autre part, formule les volontés et les objectifs politiques» (Ferro, 1996). L'intégration d'autres sciences sociales au droit est aussi un outil plus performant pour aboutir à des normes plus adaptées au contexte social local, à la rationalisation du cadre réglementaire. Il contribue donc à l'efficacité économique et sociale du statut juridique.

Bibliographie

- Abbott, J.C.** 1987. *L'amélioration de la commercialisation dans le monde en développement. Situations & expériences vécues*, Collection FAO: Développement économique & social, n. 37, FAO, Rome.
- Adubi, A.A.** 1997. *Employment Generation by Urban Food Marketing Systems in Lagos*, Collection «Aliments dans les villes», FAO, Rome.
- Akindès, A.F.** 1989. *Initiatives populaires et alimentation urbaine: le secteur informel alimentaire à Abidjan*, in: «Stratégies alimentaires», n° 30 ORSTOM, Paris.
- Akindès, A.F.** 1990. *Urbanisation et développement du secteur informel alimentaire en Côte d'Ivoire: l'exemple d'Abidjan*. Thèse de Doctorat, ORSTOM, Paris.
- Akindès, A.F.** 1995. *Impact de la dévaluation du franc CFA sur la consommation alimentaire à Abidjan*, ISMEA.
- Andriambahoaka, H.** 1986. *Collecte et transport de la pomme de terre des zones de production vers les centres de consommation*, CIDST, Antananarivo (Madagascar).
- Antoine, P.** 1997. *L'urbanisation en Afrique et ses perspectives*. Collection «Aliments dans les villes», FAO, Rome.
- Aragrande, M.** 1997a. *Les approches disciplinaires à l'analyse des SADA*. Collection «Aliments dans les villes», FAO, Rome.
- Aragrande, M. & Farolfi, S.** 1997. *L'approvisionnement et la distribution alimentaires des villes: une bibliographie raisonnée*, Collection «Aliments dans les villes», volume 5/98, Programme «Approvisionnement et distribution alimentaires des villes», FAO, Rome.
- Argenti, O. (ed.)**. 1998. *Approvisionnement et distribution alimentaires des villes de l'Afrique francophone*, Actes du séminaire sous-régional FAO-ISRA Approvisionnement et distribution alimentaires des villes de l'Afrique francophone», Dakar, 14-17 avril 1997
- Autissier, V.** 1990. *Initiatives collectives en Afrique tropicale: le rôle des associations spontanées et des coopératives dans la filière maraîchère périurbaine*, CIRAD, France.
- Baris, P., & Couty, Ph.** 1981. *Prix, marchés et circuits commerciaux africains* in AMIRA, n. 35, Paris.
- Bellinguez, A.** 1994. *Etude de l'impact des projets sur les systèmes de production laitiers périurbains à Bamako, Mali*, Mémoire de Master, CNEARC, Montpellier.
- Benz, H. et al.**, 1994. *Méthode d'analyse des rapports sociaux dans les échanges vivriers en Afrique et en Asie du Sud*, CIRAD, Montpellier.
- Benz, H., Leplaideur A., & Pujo L.** 1992. *Les commerçants du riz en Guinée Conakry. Formes d'alliances et rapport sociaux autour du capital commercial et du contrôle de l'information*, CIRAD, Montpellier.
- Berg, E.** 1989. *The Liberalisation of Rice Marketing in Madagascar*, in World Development, vol 17, n° 5.
- Bikorimana, N.** 1997. *Le contrôle des aliments dans les SADA des villes de l'Afrique francophone*, Collection «Aliments dans les villes», FAO, Rome.
- Bonnamour, J.** 1994. *La restructuration du marché céréalier au Mali*, in Afrique contemporaine, n° 169, Centre d'étude et de documentation sur l'Afrique et l'Outre-Mer.
- Bonnardel, R.** 1988. *Saint-Louis du Sénégal: le règne des femmes dans les petites activités*, L'Harmattan, Paris.
- Bosch, E. & Helleman C.** 1985. *Les femmes du marché de Bobo: la vie et le travail des commerçantes dans la ville de Bobo-Dioulasso au Burkina Faso*, Research Center Women and Development, Leiden (NZZ).
- Bricas, N.** 1992. *L'évolution des styles alimentaires*, CIRAD, Paris.

- Bricas, N.** 1993. *Food Consumption Patterns in Urban Areas and Consequences for Local Food Processing in Africa: a Contribution to Methodological Questions*, CIRAD, Montpellier.
- Bricas, N.** 1996. *Cadre conceptuel sur l'analyse de la dynamique de la consommation alimentaire urbaine en Afrique*. Collection «Aliments dans les villes», FAO, Rome.
- Bryceson, D.F.** 1987. A Century of Food Supply in Dar-es-Salaam. From Sumptuous Suppers for the Sultan to Maize Meal for a Million, in Guyer J., *Feeding Africans Cities: Studies in Regional Social History*, Indiana University Press (en coll. avec l'International African Institute, Londres), Bloomington, USA.
- Bryceson, D.F.** 1993. *Liberalizing Tanzania's Food Trade: Public and Private Faces of Urban Marketing Policy 1939-88*, United Nations Institute for Social Development, Genève, Suisse.
- Canet, C.** 1997a. *L'alimentation de rue en Afrique*. Collection «Aliments dans les villes», FAO, Rome.
- Canet, C.** 1997b. *Le contrôle alimentaire en Afrique*. Collection «Aliments dans les villes», FAO, Rome.
- Carter, S.** 1992a. *Global Agricultural Marketing Management*, Marketing and Agri-business Series, volume 3, FAO-AGSM, Rome.
- Carter, S.** 1992b. *Case and Research in Agricultural Marketing and Agribusiness* (volumes 1 and 2), Marketing and Agri-business Series, volume 6, FAO-AGSM, Rome.
- Centre français du commerce extérieur.** 1984. *Les habitudes de consommation et d'achat des foyers urbains camerounais en matière de produits laitiers*, CFCE, Paris.
- Chaléard, J.L.** 1988. *La place des cultures vivrières dans les systèmes de production en agriculture de plantation: le cas du Département d'Agboville (Côte d'Ivoire)*, Presse universitaire de Grenoble.
- Chaléard, J.L.** 1996. *Temps des villes. Temps des vivres. L'essor du vivrier marchand en Côte d'Ivoire*. Karthala, Paris.
- Cheyns, E.** 1997. *Les pratiques d'approvisionnement des consommateurs de Ouagadougou*. Collection «Aliments dans les villes», FAO, Rome.
- Ciparisse, G.** 1997. *Dynamique foncière et agriculture en zones périurbaines. Eléments pour un débat sur des «nouvelles frontières» en Afrique de l'Ouest*. Collection «Aliments dans les villes», FAO, Rome.
- Cohen, M. & Tinker, I.** 1985. *Street Foods: Opportunities for Female Employment in the Food System*, ORSTOM, Paris.
- Collectif, 1985.** *Nourrir les villes en Afrique subsaharienne*, L'Harmattan, Paris.
- Contamin, B.** 1987. La politique alimentaire de la Tanzanie: le jeu complexe de l'effet prix, in *Economie et Société*, n° 7, ISMEA.
- Coquery, M.** 1997. *Planification urbaine et distribution alimentaire en Afrique*. Collection «Aliments dans les villes», FAO, Rome.
- Cormier, M.C.** 1981. *Le marché au poisson de la Gueule Tapée à Dakar*, CRODT-ISRA, Dakar.
- Coulter, J. & Compton, J.A.** 1992. *Liberalisation of Cereal Marketing in Sub-Saharan Africa: Implementation Issues*, in Natural Resource Institute, Marketing Series, vol. 1/1991, NRI, Chatham (UK).
- Coulter, J. & Golob, P.** 1992. *Cereal Marketing Liberalization in Tanzania*, in Food Policy, 12/1992, Butterworth-Heinemann Ltd.
- Coulter, J. & Tyler, P.** 1993. *Liberalisation of Cereal Marketing in Sub-Saharan Africa: Implementation Issues. Report No. 4-Mali: a Case Study*, National Resource Institute.
- Courade, G.** 1988. Les politiques alimentaires sont-elles adaptées aux changements des habitudes alimentaires en Afrique du Sud-Sahara?, in *Economie rurale*, n° 190.

- Courade, G. & Peltre-Wurtz, J.** 1991. *La sécurité alimentaire à l'heure du néo-libéralisme*, ORSTOM, Montpellier.
- Crawford, J.M.** 1992a. *Agricultural and Food Marketing Management*, Marketing and Agri-business Series, volume 2, FAO-AGSM, Rome.
- Crawford, J.M.** 1992b. *Marketing Research and Information Systems*, Marketing and Agri-business Series, volume 4, FAO-AGSM, Rome.
- Cullinan, C.** 1997a. *Legal Aspects of Urban Food Marketing Supply and Distribution*, Collection «Aliments dans les villes», Programme «Approvisionnement et distribution alimentaires des villes», FAO, Rome.
- Cullinan, C.** 1997b. *Law and markets: Improving the Legal Environment for Agricultural Marketing in Developing Countries*, Collection «Aliments dans les villes», Programme «Approvisionnement et distribution alimentaires des villes», FAO, Rome.
- Defalvard, H.** 1994. *Marché et développement économique*, Montpellier.
- Defo, T.** 1989. Organismes publics face au secteur libre dans la commercialisation des produits vivriers: le cas du Cameroun, in *Economie rurale*, n° 194.
- Dei-Tutu, J.** 1985. *Street Foods in Africa*, FAO, Accra.
- Delgado, C.** 1989. Questions à propos d'un espace régional protégé pour les céréales au Sahel, in *Economie rurale*, n° 190.
- Delisle, H.** 1989. *Urbanisation, demande alimentaire et production agricole: interrelations et implications. Etudes de cas: Zaïre, Cameroun, Sénégal*, FAO, Rome.
- Démé, M.** 1994. *Les filières du riz au Mali. Situation, performances et perspectives sous-régionales suite à la dévaluation du FCFA*, in Actes de la réunion sur la sécurité alimentaire collective et le développement endogène en Afrique de l'Ouest suite à la dévaluation, OECD, Paris.
- De Nigris, M.** 1997. *Urbanization and Food Demand in Africa*. Collection «Aliments dans les villes», FAO, Rome.
- DHV Consulting Engineers**, 1979. *Guidelines for rural centre planning*. Economic and Social Commission for Asia and the Pacific, United Nations, New York.
- Dia, I.** 1997. *Le consommateur urbain et les SADA*. Collection «Aliments dans les villes», FAO, Rome.
- Dioné, J., Staatz, J.M. & Dembélé, N.** 1989. *Cereals Market Liberalization in Mali*, in Pergamon.
- Douzant-Rosenfeld, D. & Grandjean, P.** 1995. *Nourrir les métropoles de l'Amérique latine*, L'Harmattan, Paris.
- Dural, D.** 1993. *Perspectives de développement piscicole dans les bas-fonds périurbains de la ville de Daloa (Centre-ouest ivoirien)*, Mémoire de Maîtrise, CNEARC, Montpellier.
- Dutt, A.K.** 1996. *Daily Shopping in Calcutta*, Town Planning Review, octobre 1966.
- Egounlety, M.** 1997. *Contribution de l'artisanat alimentaire à l'approvisionnement alimentaire des villes en Afrique*. Collection «Aliments dans les villes», FAO, Rome.
- Fabre, P.** 1993. *Note de méthodologie générale sur l'analyse de filière. Utilisation de l'analyse de filière pour l'analyse économique des politiques*, FAO/Gouvernement français.
- FAO**, 1990. *L'ajustement structurel et la commercialisation des produits agricoles. Etudes choisies*, FAO-AGSM, Rome.
- FAO**, 1990. *La commercialisation des produits horticoles. Manuel de référence et de formation à l'usage des vulgarisateurs*, Bulletin des services agricoles de la FAO, n. 76, FAO, Rome.
- FAO**, 1990. *Guide de formation à la formulation des projets d'investissement agricole et rural* (volumes 1, 2, 3, 4, et 5), FAO, Rome

- FAO-Comité des produits.** 1993. *Réforme de la commercialisation des céréales dans le cadre des programmes d'ajustement structurel en Afrique subsaharienne*, FAO, Rome.
- FAO,** 1997. *Guide d'application de la composante relative à l'analyse des contraintes*, FAO, Rome.
- FAO,** 1998. *Guide à l'analyse des contraintes*, Série SPFS/DOC/18, Vol. II, FAO, Rome.
- Ferrara, B.** 1987. *Approvisionnement en viande d'une grande ville: étude particulière du marché terminal d'Abidjan*, Ministère de la production animale, Abidjan.
- Ferro, P.** 1998. *Approche juridique des systèmes d'approvisionnement et de distribution alimentaires des villes d'Afrique francophone*, Collection «Aliments dans les villes», Programme «Approvisionnement et distribution alimentaires des villes», FAO, Rome.
- Fontaine, J.M.** 1987. Les projets de libéralisation des agricultures africaines. Un point de vue critique appuyé sur les cas kenyan et tanzanien, in *Economie et Société*, n° 7/1987, ISMEA.
- Franqueville, A.** 1997. *Les espaces géographiques du ravitaillement urbain: cadre conceptuel*. Collection «Aliments dans les villes», FAO, Rome.
- Gbeboutin, E.** 1997. *Les stratégies des commerçants de tomate de Cotonou*. Collection «Aliments dans les villes», FAO, Rome.
- Giron, Y.** 1997. *Analyse systémique du système d'approvisionnement et de distribution en produits de la mer de Grande Comore*. Collection «Aliments dans les villes», FAO, Rome.
- Gnammon Adiko, A.** 1997. *Collectivités locales et SADA en Afrique de l'Ouest*. Collection «Aliments dans les villes», FAO, Rome.
- Godard, X.** 1985. *Quel est le rôle des transports dans la couverture des besoins alimentaires des villes? Première réflexion partielle*, L'Harmattan, Paris.
- Goetz, S.J.** 1992. A Selectivity Model of Household Food Marketing Behavior In Sub-Saharan Africa, in *American Journal of Agricultural Economics*, v. 74 (2), USA.
- Goossens, F.** 1994. *Performance of Cassava Marketing in Zaïre*, Thèse de doctorat, Katholieke Universiteit Leuven, Leuven.
- Goossens, F.** 1997. *Commercialisation des vivriers locaux en Afrique subsaharienne: le secteur informel dans une perspective dynamique*. Collection «Aliments dans les villes», FAO, Rome.
- Goossens, F., Minten, B. & Tollens, E.** 1991. *La structure, la conduite et la performance des demi-grossistes en produits vivriers à Kinshasa*, Katholieke Universiteit Leuven, Leuven.
- Goossens, F., Minten, B. & Tollens, E.** 1994. *Nourrir Kinshasa: l'approvisionnement local d'une métropole africaine*, L'Harmattan, Paris.
- Guyer, J.** 1987. *Feeding Africans Cities: Studies In Regional Social History*, Indiana University Press (en collaboration avec l'International African Institute, Londres), Bloomington, USA.
- Harre, D.** 1989. Production nationale et approvisionnement extérieur. La cas de la Côte d'Ivoire, in *Economie rurale*, n° 190, mars-avril 1989, pp 55-60.
- Houmy, A.** 1995. *Recherche bibliographique relative aux effets du Programme d'ajustement structurel et du Programme structurel agricole au Maroc*, FAO, Rome.
- Hugon, P.** 1985. *Nourrir les villes en Afrique subsaharienne*, Paris.
- Hugon, P.** 1985. *Dépendance alimentaire et urbanisation en Afrique: un essai d'analyse mésodynamique en termes de filières*. L'Harmattan, Paris.
- Hugon, P.** 1997. *Pluralité des filières d'approvisionnement alimentaire dans les villes d'Afrique francophone*. Collection «Aliments dans les villes», FAO, Rome.
- Igué, J.O. & Soulé, B.G.** 1992. *L'Etat-entrepôt au Bénin. Commerce informel ou solution de la crise?*. Karthala, Paris.

- Imbesi, G.** 1997. *Planning, mercato e mercati: suggestioni urbanistiche per il programma SADA*. Collection «Aliments dans les villes», FAO, Rome.
- INRETS**, 1986. *Transport et écoulement de produits vivriers en Afrique subsaharienne*, Arcueil.
- Kané-Devautour, K.** 1997. *Logiques sociales et pratiques informelles et leurs implications pour les programmes d'appui aux SADA des villes d'Afrique francophone. Le cas de la Mauritanie*. Collection «Aliments dans les villes», FAO, Rome.
- Kébé, M.** 1983. *Marriage de poisson frais au marché de gros de Gueule-Tapée au Sénégal*, Ministère du développement rural, Dakar.
- Khoury-Dagher, N.** 1987. La «faillite» de l'Etat dans l'approvisionnement alimentaire des citoyens: mythe ou réalité? In *Peuples méditerranéens*, n° 41-42, ORSTOM, Montpellier.
- Kydd, J. & Spooner, N.** 1990a. *La libéralisation des marchés des produits agricoles et l'ajustement structurel en Afrique subsaharienne, in L'ajustement structurel et la commercialisation des produits agricoles*, Série Etudes choisies, FAO-AGSM, Rome.
- Kydd, J. & Spooner, N.** 1990b. *Réorientation des politiques de commercialisation des produits agricoles: synthèse et examen d'études de cas provenant de pays d'Afrique subsaharienne*, in L'ajustement structurel et la commercialisation des produits agricoles, Série Etudes choisies, FAO-AGSM, Rome.
- La Gra, J.** 1990. *A Commodity System Assessment Methodology for Problem and Project Identification*, IICA-AFBH, Postharvest Institute for Perishable, University of Idaho, Moscow-Idaho.
- La Gra, J., Poo Chow, L. & Haggerty, R.J.** 1987. *A Postharvest Methodology: Commodity Systems Approach for the Identification of Inefficiencies in Food Systems*, IICA-AFBH, Postharvest Institute for Perishable, University of Idaho, Moscow-Idaho.
- Lançon, F.** 1990. *Circuits commerciaux, marchés et politique d'approvisionnement des villes en Afrique de l'Ouest. L'exemple des produits vivriers au Togo*, Thèse de Doctorat III° cycle, Université de Paris X, Nanterre.
- Lançon, F.** 1992. *Commercialisation des produits vivriers et efficacité du marché: le cas du Togo*, CIRAD-URPA, Paris.
- Lançon, F.** 1994. Commercialisation des produits vivriers et efficacité du marché: le cas du Togo, in Benz, Lançon, Leplaideur, Moustier, Pujo: *Méthodes d'analyse des rapports sociaux dans les échanges vivriers en Afrique et en Asie du Sud*, CIRAD-CA n° 5/94, Montpellier.
- Lauret, F. & Perez, R.** 1992. Mésoanalyse et économie agroalimentaire, in *Economies et sociétés*, Série Développement agroalimentaire, AG n° 21, juin 1992, page 99-118.
- Leplaideur, A.** 1990. *Premiers éléments sur les commerçants du riz en Guinée Conakry*, Actes du colloque «Economie des filières en régions chaudes», Séminaire d'économie et de sociologie, Montpellier.
- Leplaideur, A.** 1994. Rencontre de la petite production marchande et du commerce informel des vivres en PVD, in Benz, Lançon, Leplaideur, Moustier, Pujo: *Méthodes d'analyse des rapports sociaux dans les échanges vivriers en Afrique et en Asie du Sud*, CIRAD-CA n° 5/94, Montpellier.
- Lombard, J.** 1997. *Quels transporteurs pour l'approvisionnement vivrier des villes d'Afrique francophone? L'exemple du Sénégal*. Collection «Aliments dans les villes», FAO, Rome.
- Lutz, C.** 1994. *The Functioning of The Maize Market in Benin: Spatial and Temporal Arbitrage on the Market of a Staple Food Crop*, University of Amsterdam, Amsterdam.
- Marcomer.** 1980. *Etude du marché urbain sahélien (Sénégal et Haute-Volta) des céréales locales et de leurs dérivés susceptibles de se substituer aux importations*, Marcomer, Paris.
- Margiotta, M.** 1997. *Le rôle de l'horticulture urbaine et périurbaine dans l'approvisionnement*

ment des villes de Kinshasa, Libreville et Nouakchott. Collection «Aliments dans les villes», FAO, Rome.

Massamba, J. Adoua-Oyila, G.M. & Treche, S. 1993. *Urbanisation et mutations alimentaires: étude du comportement et identification des exigences des consommateurs de manioc à Brazzaville*. Actes du colloque «Situation alimentaire et nutritionnelle dans les zones urbaines en Afrique», Cotonou, Bénin, 14-18/6/1993, ORSTOM, Montpellier.

Mihailov, S. 1997. *Petites et moyennes entreprises: le «chaînon manquant» de l'approvisionnement urbain en Afrique*. Collection «Aliments dans les villes», FAO, Rome.

Montaigne, E. 1993. L'étude des innovations technologiques: réflexion méthodologique, in Muchnik J. (sous la coordination de), *Alimentation, techniques et innovations dans les régions tropicales*, L'Harmattan, Paris 1993, page 473-496.

Montaigne, E. 1997. *Théorie évolutionniste, dynamique technologique et SADA*, Collection «Aliments dans les villes», Programme «Approvisionnement et distribution alimentaires des villes», FAO, Rome.

Moustier, P. 1990. *Dynamique du maraîchage périurbain en Afrique subsaharienne: études de cas pour un meilleur diagnostic économique de l'approvisionnement vivrier des centres urbains; bilan rapide après deux ans de recherche*, CIRAD-IRAT, Montpellier.

Moustier, P. & David, O. 1997. *Dynamique du maraîchage périurbain en Afrique subsaharienne*. Collection «Aliments dans les villes», FAO, Rome.

Muchnik, J. (sous la coordination de), 1993. *Alimentation, techniques et innovations dans les régions tropicales*, L'Harmattan, Paris.

Nago, M. C. 1992. *Street Foods in West Africa*, FAO, Rome.

Najib, A. & Nindi, B. 1988. *The Problem of Efficiency and Pursuance of Public Food Marketing Systems in the Sub-Saharan African Countries*, Lantbruksuniversitetets Bibliotek, Uppsala.

Nguyen, T. & Nam T. 1987. *Nourrir les villes: offre alimentaire et stratégies de l'Etat national*, IEDES-CECOD, Paris.

Ouabari, J. 1987. *Le ravitaillement de Brazzaville par pirogue*, ORSTOM-AGECO, Brazzaville.

Oyep, J. 1991. Du jumelage à la péréquation au Cameroun: assurer la survie des périmètres hydro-rizicoles à l'heure de l'ajustement structurel. In *Cahiers des sciences humaines*, vol. 27 (1-2), ORSTOM, Paris.

Oyep, E. 1997. *Stratégies commerciales des détaillants de vivres sur les marchés de Yaoundé (Cameroun) depuis janvier 1994*. Collection «Aliments dans les villes», FAO, Rome.

Padilla, M. 1997. *Systèmes d'approvisionnement et de distribution alimentaires et sécurité alimentaire des zones urbaines d'Afrique*. Collection «Aliments dans les villes», FAO, Rome.

Phelinas, P. 1991. La sécurité alimentaire à l'heure du neo-libéralisme. 1ère partie. L'impuissance des Etats du sud. Libéralisation du commerce des grains et sécurité alimentaire au Mali: les limites du marché, le nouveau rôle de l'Etat, en *Cahiers de sciences humaines*, vol. 27 (1-2), ORSTOM, Paris.

Phelinas, P. 1991. Libéralisation du commerce des grains et sécurité alimentaire au Mali: les limites du marché, le nouveau rôle de l'Etat, en *Cahiers de sciences humaines*, vol. 27 (1-2), ORSTOM, Paris.

Pittin, R. 1984. Le travail occulte des femmes invisibles. Collecte et analyse d'informations au Nigeria, in *Revue internationale du travail*, vol. 123, juillet-août 1984.

Polèse, M. 1994. *Economie urbaine et régionale*, Paris.

Polèse, M. & Wolfe, J.M. 1995. L'urbanisation des pays en développement, *Economica*, Paris.

Prezioso, M. 1997. *Centralità urbana e mercati centrali dell'approvvigionamento e della*

distribuzione alimentare. Compartimentazione geografica ed economica alla scala metropolitana nelle città dell'Africa francofona. Collection «Aliments dans les villes», FAO, Rome.

- Reardo, T., Thiombiano, T. & Delgado C.** 1989. *L'importance des céréales non traditionnelles dans la consommation des riches et des pauvres à Ouagadougou.*
- Roch, J.** 1988. Le rôle des importations dans la consommation alimentaire en Côte d'Ivoire, en *Cahiers de sciences humaines*, vol. 24, n° 4, ORSTOM, Paris.
- Rubey, L. & Jaïne, T.S.** 1992. *Maize Milling, Market Reform and Urban Food Security: the Case of Zimbabwe*, Department of Agricultural Economics and Extension, University of Zimbabwe, Harare (Zimbabwe).
- Sanogo, B.** 1997. *Croissance urbaine et relations ville-campagne au Mali*, Collection «Aliments dans les villes», FAO, Rome.
- Savadogo, K., Larivière, S. & Martin, F.** 1995. *Stratégies des ménages ruraux en matière de sécurité alimentaire dans un contexte d'ajustement structurel: le cas de la province du Passore au Burkina Faso*, ISMEA, Paris.
- Savary, C.** Les aspects culturels de l'alimentation en Afrique: nourriture et culture en Afrique de l'Ouest, in *Jeune Afrique*.
- Scarborough, V. & Kydd, J.** 1992, *Economic Analysis of Agricultural Markets: a Manual*, Marketing Series, volume 5, National Research Institute, Chatham Maritime.
- Schurch, B. & Favre, A.M.** 1985. *Urbanisation et alimentation dans le Tiers monde*, Fondation Nestlé, Lausanne.
- Seck, A.P.; Ba, A.; Dia, I.; Diouf, S.; Guiro, A. & Wane, O.** 1997a. *Approvisionnement et distribution alimentaires de Dakar: étude de cas*, Collection «Aliments dans les villes», AC/07-97F, Programme «Approvisionnement et distribution alimentaires des villes», FAO, Rome.
- Seck, A.P.; Ba, A.; Dia, I.; Diouf, S.; Guiro, A. & Wane, O.** 1997b. *Approvisionnement et distribution alimentaires de Dakar: pro-*
- grammes de développement*, Collection «Aliments dans les villes», AC/08-97F, Programme «Approvisionnement et distribution alimentaires des villes», FAO, Rome.
- Shepherd, A.** 1994. *Guide pratique des coûts de commercialisation et de leur mode de calcul*, AGSM, FAO, Rome.
- Shepherd, A. & Seidler, E.** 1990. *Libéralisation et privatisation de la commercialisation des produits agricoles - questions à examiner, mesures à prendre.* In *L'ajustement structurel et la commercialisation des produits agricoles*, Série Etudes choisies, FAO-AGSM, Rome.
- Schilter, C.** 1991. *L'agriculture urbaine: une activité créatrice d'emplois en économie de survie: le cas de Lomé*, ORSTOM, Paris.
- Smith, L. D.** 1992, *Costs, Margins and Returns in Agricultural Marketing*, Marketing and Agribusiness Development Paper n. 1, FAO-AGSM, Rome.
- Smith, R. & Gormsen, E. éd.** 1979. *Market Place Exchange*. Geographisches Institut der Johannes Gutenberg Universität, Mayence, Allemagne.
- Snrech, S.** 1997. *Croissance démographique et développement urbain: impact sur l'offre et la demande alimentaires - Bilan et perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest*. Collection «Aliments dans les villes», FAO, Rome.
- Souka, J.F.S.** 1990. *Quelques aspects de l'évolution de la consommation alimentaire à Brazzaville*, CIRAD, Montpellier.
- Streeten, P.** 1993. *Markets and States: Against Minimalism*. In «World Development», vol. 21 n° 8.
- Tano, K.** 1990. *La formation des prix de détail des produits vivriers sur les marchés d'Abidjan - Côte d'Ivoire*, CIRAD, Montpellier.
- Terpend, N.** 1993. *Le commerce privé des produits agricoles en Afrique. Promouvoir la participation du secteur privé à la commercialisation des produits agricoles en Afrique - Approches et méthodologies*, Bulletin des Services Agricoles 106, FAO, Rome.

- Terpend, N. & Kouyaté, K.** 1997a. *Proposition de guide pratique de l'approche filière - Le cas de l'approvisionnement et de la distribution des produits alimentaires dans les villes.* Collection «Aliments dans les villes», FAO, Rome.
- Terpend, N.** 1997b. *Les contraintes des SADA des zones urbaines d'Afrique. Le point de vue des acteurs des SADA.* Collection «Aliments dans les villes», FAO, Rome.
- Thomson, A.** 1993. Promouvoir la participation du secteur privé à la commercialisation des produits agricoles en Afrique. Approches et méthodologies, in *Promouvoir la participation du secteur privé à la commercialisation des produits agricoles en Afrique. Approches et méthodologies*, Bulletin des Services agricoles 106, FAO, Rome.
- Thuillier Cerdan, C. & Bricas N.** 1997. *L'organisation alimentaire de Cotonou.* Collection «Aliments dans les villes», FAO, Rome.
- Tollens, E. et al.** 1988. *Une comparaison des niveaux des prix des produits vivriers sur les principaux marchés de Kinshasa*, Katholieke Universiteit Leuven, Leuven.
- Tollens, E.** 1997a. *Les marchés de gros dans les villes africaines: diagnostic, avantages et éléments d'étude et de développement.* Collection «Aliments dans les villes», FAO, Rome.
- Tollens, E.** 1997b. *Cadre conceptuel concernant l'analyse de la performance économique des marchés.* Collection «Aliments dans les villes», FAO, Rome.
- Tollens, E., Mvuala M., Goossens, F. et al.** 1988. *Une comparaison des niveaux des prix des produits vivriers sur les principaux marchés de Kinshasa*, Katholieke Universiteit Leuven, Leuven.
- Tracey-White, J.D.** 1994. *Marchés de gros, guide de planification et conception*, Collection «Aliments dans les villes», FAO, Rome.
- Tracey White, J.D.** 1997. *Manuel de planification des marchés de vente au détail.* Bulletin des Services agricoles de la FAO, n. 121 et Collection «Aliments dans les villes», n. 2/98, FAO, Rome.
- Traoré, Y.** 1997. *Appui aux opérateurs pour dynamiser le commerce du riz local en Guinée-Conakry.*
- Treche, S. et al.** 1992. *Amélioration de la qualité des aliments fermentés à base de manioc: Opération Congo: amélioration des procédés technologiques traditionnels utilisés pour la préparation de produits dérivés des racines de manioc dans le contexte socio-économique accompagnant l'urbanisation au Congo*, Rapport final, ORSTOM, Montpellier.
- Tribillon, J.F.** 1997. *Aménager les villes africaines pour y développer des systèmes d'approvisionnement et de distribution alimentaires: nouvelles méthodes d'aménagement du front d'urbanisation.* Collection «Aliments dans les villes», FAO, Rome.
- Truchetto, V. Imbs G. & Kayen, G.J.** 1989. Valoriser les céréales locales en grande consommation, une nécessité pour l'économie des pays africains, in: Parmentier, M. Foua Bi K. *Céréales en régions chaudes: conservation et transformation*, John Libbey Eurotext, Paris.
- USAID.** 1963. *Village Markets in Ghana*, USAID, Washington.
- Valette, A.** 1994. *Marché et ajustement structurel. Le mariage tumultueux d'un couple célèbre*, en Cahier des Sciences humaines, vol. 30, n° 1-2.
- Var der Laan, H.L. & Van Haaren W.T.M.** 1990. *African Marketing Boards under Structural Adjustment. The experience of Sub-Saharan Africa during the 1980s*, African Studies Center, Leiden.
- Varlet, F.** 1993. *Dynamique de l'alimentation au Cameroun. Présentation et interprétation des données quantitatives disponibles pour la période 1970-1992*, CIRAD, Montpellier.
- Vennetier, P.** 1988. Urbanisation, production agricole et autosuffisance alimentaire: réflexions sur le cas africain. In *Cahiers d'outre-mer. Revue de Géographie*, vol. 41 (163), BIDS.

Verez, J.C. 1986. *Urbanisation et autosuffisance alimentaire au Cameroun: un essai d'explication par les petites activités marchandes*. Thèse de doctorat de l'Université de Paris X, Paris.

Vidal, C. 1985. *L'artisanat féminin et la restauration populaire à Abidjan*, ORSTOM, Paris.

Wilhelm, L. 1997a. *Circuits d'approvisionnement et fonctionnement des marchés en Afrique et à Madagascar*. Collection «Aliments dans les villes», FAO, Rome.

Wilhelm, L. 1997b. *Approvisionnement des villes et dynamique du fonctionnement des marchés urbains en Afrique francophone*. Collection «Aliments dans les villes», FAO, Rome.

Wilhelm, L. 1997c. *Transport d'approvisionnement intermarché dans les villes en Afrique: des services méconnus aux usagers, commerçants et consommateurs*. Collection «Aliments dans les villes», FAO, Rome.

Approches filière et stratégie des acteurs

Lançon, F. 1994. Commercialisation des produits vivriers et efficacité du marché: le cas du Togo, in Benz, Lançon, Leplaideur, Moustier & Pujo, *Méthode d'analyse des rapports sociaux dans les échanges vivriers en Afrique et en Asie du Sud*, CIRAD-CA n° 5/94, Montpellier.

Leplaideur, A. 1994. Méthode d'analyse des rapports sociaux, in Benz, Lançon, Leplaideur, Moustier & Pujo, *Méthode d'analyse des rapports sociaux dans les échanges vivriers en Afrique et en Asie du Sud*, CIRAD-CA n° 5/94, Montpellier.

Leplaideur, A. & Lai, R. 1990. *Quelques premières informations sur l'économie du riz en Guinée Conakry: Labé, Boké, Télimélé, Gaoual, Koundara*, IRAT-CIRAD, DVC/Labo agro-économie, n° 3, Montpellier.

Moustier, P. 1990. *Dynamique du maraîchage périurbain en Afrique subsaharienne. Etude de cas pour un meilleur diagnostic économique de l'approvisionnement vivrier des centres urbains*, IRAT-CIRAD, DVC/Labo

Moustier, P. 1994. Les rapports sociaux autour de l'échange. Réflexion autour du cas du commerce légumier à Brazzaville, in Benz, Lançon, Leplaideur, Moustier, Pujo, *Méthode d'analyse des rapports sociaux dans les échanges vivriers en Afrique et en Asie du Sud*, CIRAD-CA n° 5/94, Montpellier.

Terpend, N. & Kouyaté, K. 1997a. *Proposition de guide pratique de l'approche filière - Le cas de l'approvisionnement et de la distribution des produits alimentaires dans les villes*. Collection «Aliments dans les villes», FAO, Rome.

Tracey White, J.D. 1994. *Marchés de gros. Guide de planification et conception*, Bulletin des Services agricoles de la FAO, n. 90, FAO, Rome.

Tracey White, J.D. 1997. *Manuel de planification des marchés de vente au détail*. Bulletin des Services agricoles de la FAO, n. 121 et Collection «Aliments dans les villes», n. 2/98, FAO, Rome.

Approche systémique

Crozier, M. & Friedberg, E. 1977. *L'acteur et le système: les contraintes de l'action collective*, Le Seuil-Sociologie, Paris.

Churchman, C.W. 1974. *Qu'est-ce que l'analyse par le système?*, Dunod-Entreprise, Paris.

Lapierre, J.W. 1992. *L'analyse des systèmes: l'application aux sciences sociales*, Syros/Alternatives, Paris.

Le Gallou, F. & Bouchon-Meunier B. 1992. *Systémique: théorie et applications*, Lavoisier, Paris.

Le Moigne, J.L. 1990. *La théorie du système général: théorie de la modélisation*, PUF, Paris.

Le Moigne, J.L. 1990. *La modélisation des systèmes complexes*, Dunod-Afcet Systèmes, Paris.